

d'entre ses productions oratoires, (1) en signalant avec une critique impartiale les beautés et les défauts qui nous ont le plus frappé pendant l'examen attentif auquel nous nous sommes livrés. De la réunion de tous ces ouvrages, présentant les divers âges de l'éloquence judiciaire en Italie depuis le 16<sup>e</sup> siècle, sortira bientôt une collection complète et digne par l'importance des causes et le mérite éminent de leur auteur, de prendre place à côté des annales du barreau français. Nous ne craignons pas d'avancer qu'elle serait infiniment supérieure à celle du barreau anglais, que publient, il y a quelques années, deux avocats distingués, *Clair et Clapier*.

Le jour où nos confrères de l'Italie auront compris qu'une élégante simplicité vaut mieux que le fastueux étalage d'une érudition déplacée, ce jour marquera une ère nouvelle dans l'éloquence judiciaire, au milieu d'un pays que travaille de tout côté le besoin d'utiles réformes. C'est aux hommes de robe qu'il appartient de pousser les esprits dans cette direction nouvelle. La reconnaissance du barreau n'est qu'à ce prix. Si jusqu'ici il est resté stationnaire, entre le silence du huis-clos et les menaces d'un pouvoir ombrageux, si la crainte que la barre ne se transformât bientôt en une tribune politique, a fait interdire aux avocats la discussion des grands intérêts de la cité, que de succès oratoires ne doivent-ils pas espérer de la publicité des audiences, quel heureux essor ne doit pas imprimer à des talens impatiens de se produire, l'aspect d'un auditoire nombreux, l'encouragement par l'expression de ses sympathies et tous les honneurs de l'ovation populaire? Ne sait-on pas que c'est sous le regard bienveillant du public que l'athlète du barreau grandit et s'élève? Le professeur Carmignani a déjà vu surgir l'aurore de cette révolution tant désirée dans l'ordre judiciaire de la Toscane.

Le Grand Duc, qui ne se refuse à aucune des améliorations qu'indique la sagesse et dont le gouvernement paternel est la meilleure des Chartes, a fait l'essai de cette utile réforme. La barrière, devant laquelle s'arrêtaient impuissamment et découragés des talens d'élite et des intelligences supérieures, s'est abaissée. Quel bonheur pour ce criminaliste que d'assister, avant de terminer son honorable carrière, à cette régénération si lente à s'accomplir, mais qui doit entraîner après elle l'émancipation pacifique mais complète de la parole, la liberté de discussion, sans autres limites que la loi et la morale, le perfectionnement de l'art oratoire, l'éclat enfin des débats, animés par la présence et les applaudissements d'un peuple intelligent, si impressionnable de sa nature et si bien placé pour apprécier les dons et les prodiges de l'improvisation orale! N'est-ce pas sous le ciel brûlant de l'Italie que les hommes naissent

orateurs? Ailleurs ils ont besoin d'être préparés par de longues études et dressés par l'exercice. Parmi les compatriotes des Guicciardini et des Machiavelli, la parole est brûlante comme le climat, riche et variée comme les productions du sol, entraînant comme les passions qui les agitent. Que de chances de gloire pour les avocats, que d'éléments pour l'éloquence judiciaire! Bientôt libres de toute entrave et dégagés dans leur marche du lourd bagage de ces *factum* indigestes, qui font la ruine des plaideurs et le désespoir des juges, le barreau ne tardera point à s'élever à toute la hauteur d'un pouvoir politique. Il aura du moins l'influence et l'action qui appartiennent aux supériorités naturelles.

Magnani, Marocco, Gollini et le professeur pisan occuperont toujours, sur la liste des célébrités du barreau italien, le rang que leur assignaient l'estime de leurs confrères, la confiance de leurs clients et l'importance de leurs écrits. Les jeunes avocats les étudieront toujours avec profit, sûrs d'y trouver des règles et des exemples dont l'application préviendra les écarts du talent, et sera une garantie du brillant avenir que promettent aux jeunes orateurs les changements survenus ou prochains dans l'organisation des tribunaux. Citons recommandant à son fils de fréquenter le tribunal du Préteur, nous conseillons aux avocats stagiaires de lire souvent les plaidoyers de Carmignani.

LIBRAIRIE DE FIANI FRÈRES.

## FILOSOFIA DELLA STATISTICA

Esposita da MELCHIOR GIOIA.  
Colle Notizie storiche sulla vita e sulle opere dell'autore.

1 Volume grande 8° a due colonne. — Prezzo fr. 2.

SULLA MORALE CATTOLICA.  
OSSERVAZIONI  
DI ALESSANDRO MANZONI.  
1 Volume in 12° — Prezzo fr. 2.

## BAINS DE LA TRAVERSE.

Le propriétaire de ce nouvel établissement prévient le public que l'ouverture des bains a eu lieu le 22 de ce mois.

Prix de l'abonnement :  
Pour douze bains . . . . 8 fr.  
Pour six bains . . . . . 5  
Un bain seul . . . . . 1

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA  
Du 11 au 25 Juin 1841.

### ARRIVÉES.

Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, divers. 2 arrivées.

Livourne. Sebastiani, bat. à vap. c. Saettoni, id. a arrivées.  
Livourne. La ville de Bastia, brick goélette, cap. Zuani, poudre et vin.  
Toulon. La Corse, brick goélette, c. Sisco, sel.  
Toulon. Var, bat. à vapeur, c. Valzi, dépêches. 2 arrivées.  
St-Pellegrino. St-Antoine, gondole, cap. Giorgi, bois.  
St-Pellegrino. Pipi mistick, cap. Canavaggia, planches.  
St-Pellegrino. Assomption mistick cap. Thiers, bois de construction.  
Padulella. V<sup>e</sup> des Carmes bouf, c. Figallo, bois.  
Pronete. St-Erasme gondole, c. Ficaja, charbon.  
Solenzara. St-Antoine bouf, c. Semidei, écorces.  
Solenzara. Antoinette mistick, c. Laporta, écor.  
Solenzara. Pozzodiborgo bat. à vap. c. Valzi, pass.  
Solenzara. Sebastiani bat. à vap. c. Saettoni, pas.  
Meria. Trinité gondole, c. Cervoni, vin.  
Cagnano. St-Jean bouf, cap. Agostini, vin.  
Cagnano. St-Antoine bouf, cap. Mattei, bois.  
Macinaggio. M<sup>e</sup> Letizia gondole, cap. Franceschi, vin.  
Macinaggio. St-Antoine gondole, c. Santelli, vin.  
Gênes. Jésus-Marie bouf, c. Bausa, riz et pâtes.  
Padulella. St-Vincent-Ferreri mistick, c. Battestini, planches.  
Aleria. Constance goélette, cap. Rogliano, bois de construction.

Bone. Jésus-Marie, gond. c. Guidi, passagers.  
Livourne. Conception, gond. c. Gabrielli, divers.  
Toulon. Industriel, bateau, c. Vissart, lest.  
Ile-Rousse. Conception, bouf, c. Loquente, lest.  
Cagnano. St-Jean, gond. c. Antonorsi, vin.  
Propriano. St-Joseph, gond. c. Nicolai, blé.  
St-Pellegrino. St-Anne, gond. c. Ficarella, lest.  
Pronete. Annunciation, gond. c. Dominici, lest.

### DÉPARTS.

Livourne. Sebastiani, bat. à vap. cap. Saettoni, passagers. 3 départs.  
Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, passagers. 2 départs.  
Toulon. Var, b. à v. c. Valzi, dépêch. 2 départs.  
Livourne. Assomption mistick, cap. Belgodere, écorces.  
Livourne. St-Antoine bouf, c. Semidei, écorces.  
Livourne. Antoinette mistick, c. Laporta, écor.  
Livourne. Misericorde gondole, c. Gentile, écor.  
Solenzara. Sebastiani, bat. à vap. c. Saettoni, pas.  
Solenzara. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, id.  
Toulon. Mésange goélette de l'État, c. Carpentier, lieutenant de vaisseau.

Marseille. Printemps brick goélette, ca. J. Valzi, bois.  
Marseille. Conception mistick, c. Oliva, divers.  
Marseille. Assomption mistick, c. Thiers, planch.  
Ile-Rousse. Pipi, mistick, c. Gentile, divers.  
Cagnano. Conception, mistick, c. Marini, lest.  
Cagnano. Trinité, gond. c. Venturini, lest.  
Aleria. Constance, goél. c. Rogliano, lest.  
Padulella. St-Vincent, mistick, c. Battestini, lest.  
St-Pellegrino. St-Antoine, gond. c. Sisco, lest.  
Ajaccio. Assomption, tartane, c. Lota, planches.  
Porto-Torre. Assomption, gond. c. Colisio, id.  
Gênes. V. des Carmes, bouf, c. Figallo, bois.  
Ersa. Jésus-Marie, gond. c. Guidi, lest.  
Livourne. St-Jean, bouf, c. Stretti, écorce.  
Foce di Golo. Industriel, bateau, c. Villaret, lest.  
Pronete. Annunciation, gond. c. Dominici, div.  
Nice. La Corse, goélette, c. Sisco, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

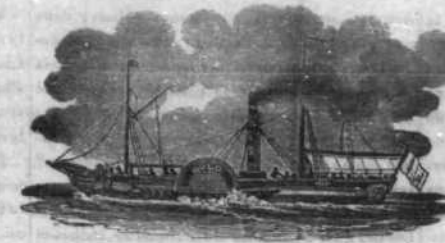
BASTIA. — IMPRIMERIE FIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## Bastia.

Des plaintes nous sont adressées par un grand nombre d'habitants sur la négligence des officiers de police chargés de veiller à la propreté du port et à la salubrité publique. D'après ce qui nous est rapporté, l'on voit continuellement sur la surface des eaux des corps en putréfaction qui y séjournent pendant des semaines entières. Ce sont des chiens ou des chats morts qui flottent ainsi de part et d'autre et que la mer pousse sur la rive où ils exhalent des émanations putrides qui, pendant la chaleur, rendent en quelque sorte inhabitables les maisons sises sur les quais. Personne n'ose approcher, pour les éloigner, de ces corps corrompus que l'eau finit par détruire et dont les lambeaux flottent ensuite épars çà et là jusqu'à ce que leur dissolution soit complète. Nous ne saurions trop appeler l'attention de la police sur ces faits qui dénotent une incurie vraiment impardonnable, et qui peuvent compromettre gravement la santé des habitants.

La Fête-Dieu et la fête patronale de St Jean ont été célébrées cette année à la paroisse de la basse ville avec une pompe extraordinaire. Notre pieux et bien-aimé Prélat, d'après les vœux de M. le Curé et de toute la paroisse s'était rendu tout exprès dans cette ville pour présider aux saintes cérémonies. C'est dire assez combien elles ont dû être brillantes. Sa Grandeur a voulu porter elle-même le St Sacrement pendant toute la procession qui a duré près de deux heures et à laquelle ont assisté M. le Lieutenant-général, la Cour royale, tous les tribunaux et toutes les autorités civiles et militaires.

Le jour du St Patron, il y a eu, le matin, messe pontificale. Après l'Evangile, M. le curé Lusinchi a fait le panégyrique du Saint. Nous regrettons de ne pouvoir donner un extrait de ce discours on ne peut plus heureusement inspiré.

Le soir Monseigneur a encore officié, et a voulu terminer lui-même la fête par la cérémonie de la bénédiction et du baisement de la S<sup>te</sup> Relique. La nuit était close déjà; les feux de joie avaient été abandonnés et toutes les rues étaient désertes. La joie et l'enthousiasme des fidèles s'étaient donnés un nouveau rendez-vous à l'Eglise paroissiale. Impossible de décrire cette partie de la fête. L'église richement décorée était devenue comme un foyer de lumière, et sa vaste nef ne suffisait plus à la foule qui se pressait autour du premier pasteur. Ce spectacle imposant joint à la majesté des chants religieux, mêlé aux sons harmonieux de l'orgue, ravissait l'âme hors d'elle-même, et l'on se sentait comme transporté dans un monde nouveau. Que notre religion est sublime! L'empire des cœurs lui appartient; les fêtes qu'elle inspire n'ont pas besoin de programmes. (Communiqué.)

On lit dans le Journal des Débats du 19 juin:

- M. le ministre de l'agriculture et du commerce doit partir le 25 juin pour aller passer un mois aux eaux de Vichy. Il fera, dit-on, une tournée dans plusieurs départements du Midi, afin d'y constater les progrès de l'agriculture et du commerce.

Cette nouvelle du Journal des Débats nous est confirmée par une lettre que nous recevons de Paris et qui nous annonce de plus que la Corse est au nombre des départements que M. le Ministre se propose de visiter. Nous désirons vivement que la santé de M. le Ministre lui permette de réaliser son projet. Notre pays n'aurait qu'à gagner à être visité par un membre du gouvernement qui ne pourrait qu'accueillir favorablement nos observations et s'empresse d'y faire droit.

L'escadre d'évolution est en ce moment dans le golfe d'Ajaccio. Voici la composition de cette escadre:

### PRIX D'ABONNEMENT

#### POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24  
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

Vaisseaux: L'Océan, de 120 canons.

- Le Sowerain, de 120
- L'Hercule, de 100.
- L'Iena, de 90
- Le Suffren, de 90.
- Le Diadème, de 86.
- Le Jupiter, de 86.
- L'Alger, de 86.
- Le Généreux, de 86.
- Le Marengo, de 80.
- Le Scipion, de 80.
- La Ville de Marseille, de 80.

Frégate; La Médée, de 46.

Corvette; La Circé, de 38.

Bateau à vapeur; La Papia,

A Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Bastia.

Monsieur le Président,

L'article 21 de la loi du 6 mai 1841 est ainsi conçu : « les navires, bateaux, barques, chaloupes et généralement toutes embarcations de commerce employées à la navigation maritime seront marqués à la poupe en lettres blanches d'un décimètre de hauteur, sur un fond noir, des noms du bâtiment et du port auquel ils appartiennent, sous peine d'une amende de 500f. solidement encourue par les propriétaires, agent ou capitaine, et pour sûreté de laquelle le bâtiment pourra être retenu.

• Défenses sont faites, sous la même peine, d'effacer, altérer, couvrir ou masquer lesdites marques. »

Ces dispositions pourraient être immédiatement appliquées au département de la Corse puisque la loi qui les a prescrites y est depuis plusieurs jours en vigueur, mais reconnaissant la difficulté que rencontrent les armateurs et les capitaines à les exécuter simultanément, j'ai pensé aller au-devant du désir du commerce que vous représentez en lui accordant jusqu'au 1<sup>er</sup>

(1) L'Insulaire a publié des notices biographiques sur les avocats les plus renommés de l'Italie qu'il a empruntées au *Barreau Français*, par Arrighi, avocat.



octobre prochain, pour se rendre au vu de la loi. Si, à cette dernière époque, quelques personnes ne s'étaient point encore mises en règle sous ce rapport, elles deviendraient passibles d'une amende qu'il ne serait plus en mon pouvoir de leur éviter.

Je ne doute point, dès lors, que le Commerce, prévu à temps par vous, ne se hâte, dans son propre intérêt, de satisfaire aux prescriptions de la loi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Directeur des Douanes,  
BOUCHER-DE-CRÉVECOEUR.

Ensuite des examens pratiques et théoriques qui ont eu lieu à Bastia dans le courant du mois de mai dernier, ont été reçus capitaines au long cours MM. Mattei et Santi, et maîtres au cabotage MM. Corti, — Valzi, — Bonelli, — Sisco, — Romani, — Rehora, — Calandra, — Guaitella, — Belgodere, — Semidei, — Caratini, — Casanova, — Bertoni, — Vitale, — Poggi, — Costa.

Le *Moniteur* publie un arrêté relatif à l'exécution de la décision royale du 17 décembre 1840, ayant pour objet les inspections médicales annuelles en France et en Algérie. Cet arrêté porte que les investigations de MM. les inspecteurs devront porter plus particulièrement sur l'assiette des camps et sur tout ce qui concerne le logement des troupes, sous le rapport hygiénique; sur les modifications qu'il conviendra d'apporter à la nourriture, à l'habillement, à l'équipement, au couchage des soldats; sur les travaux, les exercices et les marches considérées sous le rapport des époques auxquelles il serait plus avantageux de s'y livrer; sur la délivrance des congés sur les évacuations et l'installation des dépôts de convalescens; enfin, sur tout ce qui peut concerner le bien-être et la santé des troupes.

L'Algérie, la Corse et les places du littoral de la Méditerranée seront inspectées par M. le docteur Moizin, membre du conseil de santé des armées, assisté de M. le docteur Soudan, officier de santé en chef de l'Algérie.

## ACADÉMIE DE LA CORSE.

## ARRÊTÉ.

Le recteur de l'académie de la Corse chevalier de la légion d'honneur;

Vu le règlement du 15 octobre 1833, concernant l'école normale primaire établie à Ajaccio;

Vu la décision de M. le ministre de l'instruction publique qui place la dite école sous le régime triennal;

## ARRÊTÉ:

Art. 1.<sup>er</sup> Un concours pour huit places d'élèves maîtres à l'école normale primaire établie à

Ajaccio, sera ouvert le 7 août prochain, dans une des salles du collège de cette ville, pardevant la commission d'instruction primaire; la voie du sort déterminera l'ordre d'après lequel les candidats devront être examinés.

Art. 2. Les connaissances exigées pour l'admission à l'école normale sont: 1<sup>o</sup> la lecture; 2<sup>o</sup> les différents genres d'écriture; 3<sup>o</sup> les éléments de la grammaire française et de la grammaire italienne; 4<sup>o</sup> la traduction du français en italien et *viceversa*; 5<sup>o</sup> l'arithmétique jusques et compris les fractions décimales; 6<sup>o</sup> le système métrique; 7<sup>o</sup> le catéchisme; 8<sup>o</sup> les premières notions de la géographie en général et de l'histoire de France. Il sera tenu compte aux candidats des connaissances acquises en dehors du programme.

Art. 3. Nul n'est admis comme boursier s'il ne remplit les conditions suivantes:

Il doit 1<sup>o</sup> constater qu'il est âgé de 16 ans au moins, et qu'il n'a pas dépassé 20 ans;

2<sup>o</sup> Produire un certificat de médecin constatant qu'il n'est sujet à aucune infirmité incompatible avec les fonctions d'instituteur, et qu'il a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole. Ce dernier certificat sera légalisé par l'autorité compétente.

3<sup>o</sup> Prendre l'engagement de servir pendant dix ans dans l'instruction publique comme instituteur communal.

Art. 4. Les boursiers qui renoncent à leurs études avant la fin du cours, ou qui, sortis de l'école, ne remplissent pas l'engagement par eux contracté de servir pendant dix ans comme instituteurs communaux, sont tenus de rembourser le prix de la pension, pour le temps de leur séjour à l'école, et considérés comme étrangers au service de l'instruction publique; ce qui les replace sous le droit commun quant à l'obligation du service militaire. A cet effet ils doivent déposer entre les mains du directeur de l'école un acte qui garantisse le remboursement de la pension.

Art. 6. Les candidats doivent se faire inscrire trois jours avant le concours au secrétariat de l'académie où il leur sera donné connaissance du règlement de l'école normale primaire établie à Ajaccio.

Fait à Ajaccio, le 28 juin 1841.

Signé: C. HUART.

Par ampliation:

Le Secrétaire de l'académie de la Corse,  
F. CAURO.

TOULON, 30 juin (Correspondance particulière de l'Insulaire).

Des ordres ont été donnés par M. le ministre de la marine pour terminer la construction des vaisseaux le *Fleurus* et le *Fontenoy*. Il est temps que l'on pense à achever ces deux batimens qui depuis plusieurs années sont dans le même état. Les câbles couvertes sous lesquelles ils sont serviront, après leur mise à l'eau, de magasins.

Le bateau à vapeur le *Brasier* vient de recevoir l'ordre de se tenir prêt pour se rendre à Tunis et faire la correspondance de cette ville à Bône. Le *Phaëton* rentrera immédiatement après son arrivée. — Par ordre du Ministre de la marine, le brick le *Cef* entre en armement.

Les vaisseaux le *Neptune*, le *Montebello* et la frégate l'*Andromède*, sont partis dimanche pour le Levant. Quant au départ de l'escadre de l'amiral Lasusse qui devait aussi avoir lieu pour la même destination, il paraît qu'il y a eu contordre.

Le bateau à vapeur le *Crocodille*, a pris le large hier 29 se rendant à Alger où il porte la correspondance et des passagers.

L'augmentation de cadre sollicitée pour la chirurgie maritime, ayant été accordée, 13 chirurgiens de 3<sup>e</sup> classe, 13 de seconde et 3 de 1<sup>re</sup>, viennent d'être proposés par le conseil de santé de l'école de Toulon, au ministre de la marine, après un concours ouvert le 1<sup>er</sup> mai dernier. On regarde comme positive, l'admission de ces candidats dans les grades qu'ils ont obtenus.

Nous ne pouvons qu'applaudir au choix que messieurs les Membres du conseil ont fait, en proposant des candidats qui se sont acquittés avec distinction, des questions auxquelles ils avaient à répondre. Du reste, nous devons à la vérité de dire, que la chirurgie maritime a beaucoup progressé depuis quelques années, à tel point que des jeunes gens de 18 à 19 ans, sont à même de passer de brillants concours. Il est bon d'ajouter que de pareils succès, sont dus probablement, à la science que Messieurs les professeurs possèdent.

— Par ordonnance royale du 25 mai 1841, M. Raffalli Dominique, sous-lieutenant au 71<sup>e</sup> régiment de ligne, a été promu lieutenant au même corps.

M. de Cardii, Louis-Just, sous-lieutenant au 2<sup>e</sup> régiment de la légion étrangère, a été promu lieutenant au même corps.

M. Poggi, Jean, adjudant sous-officier au 62<sup>e</sup> de ligne, a été promu sous-lieutenant au même corps.

— Par ordonnance royale du 28 mai 1841.

M. Blangini, Jean-Baptiste, chef du 2<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère d'Afrique a été promu au grade de lieutenant-colonel au 24<sup>e</sup> régiment de ligne.

— Par décision de M. le ministre de la guerre en date du 9 de ce mois, M. Beer, capitaine employé au dépôt de recrutement et de réserve de la Moselle, est nommé au commandement du dépôt de la Corse, en remplacement de M. le capitaine Allègre, promu au grade de chef de bataillon.

— Par ordonnance royale, en date du 16 de ce mois, ont été nommés:

Procureur du roi près le tribunal civil de Corte, M. Raffalli, procureur du roi près le tri-

bunal de Sartene, en remplacement de M. Colonna d'Ornano appelé à d'autres fonctions;

Procureur du roi près le tribunal civil de Sartene, M. Romary, substitut près le tribunal de Nantua, en remplacement de M. Raffalli.

— Par arrêté de M. le ministre des finances, en date du 14 de ce mois, M. Mancini, Paul-Dominique, percepteur à Tavera, est nommé percepteur à Calvi, en remplacement de M. Renicoli, démissionnaire;

— M. Lavallée, Pierre-Marie, ancien chirurgien de la marine royale, remplace M. Mancini à la perception de Tavera.

(J. de la Corse.)

## Nouvelles Diverses.

— Plusieurs lettres de Constantinople, arrivées par la voie d'Allemagne et par la Méditerranée, annoncent que le coud scheikan du divan Kemel-Effendi, est parti pour Alexandrie, le 1<sup>er</sup> juin à l'effet de communiquer officiellement à Méhemet-Ali les concessions nouvelles qu'il a obtenues du sultan, grâce à l'intervention des puissances signataires du traité de juillet. D'après l'attitude du gouvernement égyptien, et les dispositions prises par le pacha pour se mettre en état de défense, il n'y a pas lieu d'espérer qu'il accepte immédiatement les nouvelles conditions qu'on va lui offrir. Le caractère de plus en plus sérieux de la révolte des rayas et l'état de maladie du sultan laissent entrevoir dans un avenir peu éloigné, des complications telles, qu'aux yeux des puissances européennes la question égyptienne n'aura plus qu'une importance fort secondaire; l'essentiel pour Méhemet-Ali est donc de gagner du temps en reculant toute solution définitive, et c'est en effet, selon toute apparence, ce qu'il tâchera de faire.

— Le parlement d'Angleterre a été prorogé, le 22 juin, par la reine en personne. Son discours a été fort court. — Mardi soir, une proclamation de S. M. la reine a prononcé la dissolution du parlement.

Les journaux anglais ne s'occupent que des élections et des chances de succès que possèdent les candidats qu'ils favorisent. Les wighs paraissent espérer d'obtenir la majorité.

— M. le maréchal, ministre de la guerre vient d'adresser à MM. les lieutenans-généraux et majors-généraux, commandant les divisions et subdivisions territoriales et actives; les préfets des départements, les intendans et sous-intendans militaires, les chefs de corps de toutes armes, les commandans de gendarmerie, les commandans des dépôts de recrutement et de réserve: 1<sup>o</sup> un état indiquant la répartition de 80,000 soldats de la classe de 1840, entre les différens corps des armées de terre et de mer; 2<sup>o</sup> des instructions sur la mise en route des jeunes soldats de la même classe; 3<sup>o</sup> des instructions relatives à la formation des états mensuels de situation et de mutation des officiers des corps.

— Par décision de M. le ministre de la guerre en date du 2 juin courant, les jeunes soldats de la classe de 1840 sont appelés à l'activité et doivent se mettre en route le 30 juillet courant.

D'un autre côté, ceux de la classe de 1834 qui avaient obtenu des congés temporaires sont définitivement maintenus dans leurs foyers.

— L'opposition radical vient de perdre un de ses membres les plus influens. M. Garnier-Pagès a succombé le 23 juin, à une phthisie qui depuis quelque temps ne laissait plus aucun espoir à ses amis.

— Voici des détails sur l'affreuse catastrophe du *Pollux*. Ce bateau à vapeur était parti de Civitavecchia à 4 heures et demie du soir par un temps favorable. A 11 heures, l'homme qui était de garde à la proue aperçut deux feux à tribord, c'étaient des navires à voiles qu'on évita. Dans le même instant, l'homme de garde se mit à crier:

« Un feu à babord d'avant. » Le capitaine et le maître d'équipage se transportèrent alors sur l'avant pour voir de quoi il s'agissait, et ils s'aperçurent qu'un lieu d'un feu, il y en avait trois, ce qui indiquait un paquebot à vapeur. On prétend qu'en voyant ces feux venir sur lui, le capitaine envoya de suite le maître d'équipage pour mettre la barre à babord. Avant cette manœuvre le *Pollux* aurait eu le cap au nord-ouest demi-nord; mais ne voyant pas de changement dans la marche des feux, le capitaine du *Pollux* aurait envoyé une seconde fois le maître d'équipage pour tenir la barre tout à fait à babord. Dans ce moment critique, le *Pollux* filait 12 à 13 nœuds, et le *Mongibello*, car c'était ce navire qui s'avancait, 10 à 11 en sens contraire. La distance se retrécissait d'une manière effrayante; ce que voyant tous les gens de quart du *Pollux*, ils auraient crié: *Poggia, Poggia!* et le mécanicien, de son côté, aurait crié à tue-tête en anglais et en français: Arrêtez, arrêtez, vous allez nous faire sombrer! On mit alors la barre du *Pollux* tout à fait au nord-est, mais il n'était plus temps, car les deux navires se choquèrent. Le beaupré du *Mongibello* mit à bas la cheminée et sa proue vint se jeter sur le flanc du *Pollux* à babord, derrière le tambour à poupe et s'y enfonça. Alors une scène de confusion épouvantable eut lieu sur le *Pollux* qui s'affaissa sur l'arrière: le timonier de ce navire quitta la barre et s'élança le premier sur le pont du *Mongibello*. Qu'on se figure l'effroi, les cris des voyageurs dans ce terrible moment! L'équipage suit l'exemple du matelot et se sauve par le beaupré de la proue du *Mongibello* sur ce bâtiment; mais le capitaine du *Pollux*, le contre-maître et trois autres individus employés à bord, parmi les quels figure M. Duval, employèrent tous leurs soins au sauvetage des voyageurs, qu'on transporta en passant par l'arrière du *Pollux* sur le *Mongibello*, avec de l'eau jusqu'au con-

Le capitaine, dans la confusion de ce désastre, croyait avoir sauvé tout son monde, mais des cris se firent entendre, alors il détacha la chaloupe du *Mongibello* et retourna sur le *Pollux*, dont l'arrière était déjà submergé, et parvint à sauver encore sept personnes; à peine revenu sur le bord étranger, en voyant son navire sombrer, le malheureux capitaine tomba comme mort sur le pont: Il y avait à bord du *Pollux* sept ou huit Français; tous ont fait noblement leur devoir. Le maître d'équipage Thevenet (Jean-Jacques) a surtout contribué puissamment à force de courage et de sang froid, à sauver un grand nombre de voyageurs. Tous nos compatriotes ont été recueillis plus tard à bord du paquebot de l'Etat le *Mentor*, dont le capitaine provoqua tout de suite une collecte en leur faveur. En moins de dix minutes, le *Pollux* a été englouti; tout s'est perdu les groups, les lettres, les effets des voyageurs et jusqu'aux papiers du bord. Les tribunaux de Livourne sont saisis de cette affaire.

— Le *Journal des Débats* annonce qu'en arrivant le 9 juin au col de Mouzaia nos troupes ont trouvé, au lieu d'ennemis, des Arabes qui venaient au-devant d'elles, chargés de deuil.

— Un accouchement phénoménal excite en ce moment la curiosité des habitants de la petite commune de Saint-André (Seine-et-Oise). Une femme a mis au monde deux enfans qui se tiennent comme les frères siamois par un lien charnu indissoluble, mais une circonstance particulière rendra impossible la viabilité de ces deux jumaux: ils sont attachés de manière que lorsque l'un d'entre eux a les pieds en bas, l'autre a la tête en bas et réciproquement. On comprend donc qu'ils ne pourraient vivre que dans une position horizontale et à condition de rester couchés pendant tout le temps de leur existence. Du reste, ces deux enfans sont d'une beauté remarquable, autant qu'on peut l'exiger à cet âge. La mère n'a pas besoin de les nourrir tous deux à la fois: quant l'un des deux tette, l'autre semble recevoir sa part de nourriture, car il met presque immédiatement un terme à ses vagissemens.

— Il importe de mettre sur leurs gardes les amateurs de cerises. En mangeant de ces fruits sans prendre d'abord la précaution de les laver, ils s'exposent au plus grand danger. Dans cette saison, les chenilles déposent sur les cerises une substance presque imperceptible, mais qui n'en est pas moins un poison mortel. En voici un bien triste exemple: ces jours derniers un jeune paysan des environs de Bourgoin (Isère) voulant satisfaire son goût pour les cerises, monta dans un cerisier dont les chenilles avaient dévoré toutes les feuilles. Après avoir pendant 20 minutes, savouré le plaisir de manger des cerises, il se sentit tout à-coup atteint d'une violente inflammation à la gorge. Il descendit de l'arbre en criant qu'il étouffait, au bout d'une demi-heure, il avait cessé de vivre.

## ANNONCES ET AVIS.

M. CHARENTIER, aubergiste à Bastia, a l'honneur de prévenir les personnes qui se rendent à Orezza, qu'il partira le 12 du courant, pour établir une auberge à Piedicroce, où l'on sera bien servi et à des prix modérés.





MINISTÈRE DE LA GUERRE.

## Avis au Public.

Le public est prévenu que le samedi 31 juillet prochain à deux heures de l'après-midi, il sera procédé dans une des salles de l'hôtel de la mairie de Bastia, en présence de M. le maire de la dite ville, de M. le colonel commandant la 17<sup>e</sup> légion de gendarmerie, et de MM. le chef d'escadron et capitaine commandant les compagnies de la dite légion, ou de leurs fondés de pouvoir, à l'adjudication des fournitures de fourrages à faire pour la nourriture des chevaux de diverses brigades de la 17<sup>e</sup> légion de gendarmerie départementale de la Corse, du premier octobre 1841 au 30 septembre 1842.

A cet effet, des soumissions cachetées seront déposées au secrétariat de la mairie de Bastia, où à dater de ce jour on pourra prendre connaissance du cahier des charges, ainsi que dans les bureaux de MM. les sous-intendants militaires à Bastia et à Ajaccio.

Les soumissions devront être conformes au modèle ci-après :

## MODÈLE DE SOUMISSION.

Je (Nom et Prénoms) soussigné (Qualité), demeurant à . . . . . ou je fais élection de domicile, m'oblige envers MM. les Membres du Conseil d'administration de la 17<sup>e</sup> légion de gendarmerie, à fournir les fourrages, Paille, Orge, ou Avoine, nécessaires aux chevaux de la dite légion, pendant une année à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1841, jusqu'au 30 septembre 1842, aux prix de (en toutes lettres) la ration complète, telle quelle est déterminée par le cahier des charges en date du 10 mai 1841, auquel je déclare me soumettre.

Offrant pour ma caution M. (Nom, Prénoms et Qualité) demeurant à . . . . . qui a signé avec moi.

Fait à . . . . . le . . . . . 1841.

Toute soumission qui ne sera pas conforme au modèle ci-dessus sera écartée.

Les dites soumissions seront ouvertes en séance, enregistrées et paraphées par le sous-intendant militaire, et l'adjudication aura lieu en faveur de celui qui présentera le prix le plus bas.

Chaque soumission devra être accompagnée de l'engagement d'une caution solidaire qui présentera un certificat de l'autorité locale du lieu de sa résidence dûment légalisé par l'autorité compétente, constatant sa solvabilité : l'un et l'autre devront être rédigés sur papier timbré. Il ne sera plus reçu de soumission, à compter du 31 juillet passé deux heures après-midi : toutes celles présentées après cette époque, seront irrévocablement écartées.

Bastia, le 30 juin 1841.

Le Sous-Intendant Militaire,  
SEGONNE.

## Banque Paternelle.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AVENIR.  
ASSOCIATIONS MUTUELLES SUR LA VIE.

A Paris, rue de la Chaussée-d'Antin n° 26 bis.

La Banque Paternelle, intermédiaire des familles, a, pour mission, de former entre elles, au profit des enfants et des personnes majeures des deux sexes, des associations dans lesquelles, admis sur le versement d'une somme quelconque les ayant droit prennent part à un dividende évalué cinq, huit ou même quinze fois plus fort que la mise primitive, selon les conditions dans lesquelles sont placés les assurés.

Fondée dans l'intérêt général, la Banque Paternelle a, dès son début, reçu du public l'accueil encourageant qu'elle attendait de ses efforts et de ses intentions. Chaque jour le nombre de ses souscriptions augmente et les nous recommandables qui figurent parmi les souscripteurs et les assurés, sont, pour elle, le témoignage le plus flatteur du passé et un gage certain de nouveaux succès pour l'avenir. Dès que ses avantages ont été compris et appréciés, la Banque Paternelle a reçu, de la part du public, une préférence bien marquée sur les autres Compagnies.

Déjà 15 millions de souscriptions obtenues dans le cours de 1838, 1839 et 1840, attestent que les avantages des associations formées par la Banque Paternelle ont été appréciés de toutes les classes de la société. Par elle, tout chef de famille laborieux et économe, quelle que soit d'ailleurs sa position sociale, peut toujours espérer conserver près de lui son fils, constituer une dot à sa fille et se créer personnellement des ressources pour un âge plus avancé.

Pour étendre et propager le plus possible ses opérations, la Banque Paternelle, déjà représentée, sur le continent, dans chaque arrondissement et, à l'étranger, dans plusieurs villes a envoyé un directeur pour le département de la Corse. Le siège de l'administration est établi à Bastia, maison Podesta, au Guadello.

En résumé, l'institution de la Banque Paternelle a, pour principe, la prévoyance et l'économie, pour moyens, l'agglomération de petits capitaux réunis dans un esprit d'ordre et d'avenir et fécondés par l'association, et, pour but, le bien-être des familles.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

FILOSOFIA  
DELLA  
STATISTICA

Esposta da MELCHIOR GIOIA,  
Colle Notizie storiche sulla vita e sulle opere dell'autore.

1 Volume grande 8° a due colonne. — Prezzo fr. 9.

SULLA

## MORALE CATTOLICA.

OSSERVAZIONI

DI ALESSANDRO MANZONI.

1 Volume in 12° — Prezzo fr. 2.

DELLA

## INFIAMMAZIONE

E DELLA

## FEBBRE CONTINUA.

CONSIDERAZIONI PATOLOGICO-PRACTICHE

DI G. TOMMASINI,

Uno dei XL della Società Italiana delle scienze.

Professore di clinica medica in Parma

e Protomedico dello Stato.

Volume III ed ultimo, di pag. 708 fr. 8.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 25 Juin au 2 juillet 1841.

## ARRIVÉES.

Philippeville. balancelle St-Joseph, c. Visianno, lest.  
Newcastle. brick Général Carnot, cap. Laurent, houille.  
Ajaccio. b. goélette l'Union, c. Terami, diverses.  
Ajaccio. tartane l'Assomption, cap. Lota, lest.  
Cagnano. gondole St-Joseph, cap. Cervoni, vin.  
Macinaggio. gondole St-Clement, cap. Damiani, vin.  
Macinaggio. gondole St-Simon, c. Filippi, lest.  
Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.  
Nantes. brick Général Lemarque, c. Gérard, blé.  
Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, diverses. 1 arrivée.  
Livourne. gondole, Miséricorde c. Gentile, div.  
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, cap. Sacttoni, diverses. 1 arrivée.  
Livourne. bœuf St-Joseph, c. Baretta, lest.

## DÉPARTS.

Marseille. goél. Constance, c. Rogliano, divers.  
Padulella. b. goélette Antoinette, c. Mattei, lest.  
Toulon. b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.  
Padulella. b. goélette Ville de Bastia, c. Zuani, lest.  
Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, passagers. 1 départ.  
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Sacttoni, passagers. 2 départs.  
Solenzara. gond. Conception, c. Loquente, lest.  
Ajaccio. b. goél. Courrier d'Alger, c. Moneglia, bois de construction.  
Pronele. b. goélette St-Antoine, c. Guasco, lest.  
Capraça. gondole Passavaot, c. Osè, passagers.  
Naples. balancelle St-Joseph, c. Visianno, lest.  
Cagnano. b. goélette l'Union, c. Terami, planch.  
Aleria. bœuf St-Joseph, c. Baretta, lest.  
Ersa. gondole St-Pierre, c. Tomasi, futailles vid.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



## L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## Bastia.

Nous avons bien souvent constaté, dans notre journal, les avantages immenses que la Corse en général et la ville de Bastia en particulier doivent à la navigation à vapeur. Ces avantages sont, d'ailleurs, d'une évidence telle, qu'il n'est personne qui ne les aperçoive et qui ne s'en applaudisse hautement. La marine à voile, qui avait craint, tout d'abord, que les bateaux à vapeur ne fussent pour elle une cause d'anéantissement, n'a pas tardé à reconnaître, par des résultats positifs, qu'au contraire, cette navigation, qu'elle avait considérée comme sa plus redoutable rivale, lui venait puissamment en aide et était pour le commerce de l'île et, conséquemment, pour la navigation à voile que ce commerce alimente, une source nouvelle et incroyable de prospérité. Eu effet, depuis onze ans que nous possédons les bateaux à vapeur de la correspondance et depuis que nous avons eu, tour-à-tour, le *Napoléon* et le *St-Pierre* faisant les voyages entre Bastia et Livourne et quelquefois avec Marseille, la marine à voile a augmenté à vue d'œil. Les faits matériels sont là pour l'établir : le nombre des bâtiments de commerce de notre port, et leur tonnage se sont accrus d'une manière considérable. On a allongé, agrandi ceux existants ; on en a construit de nouveaux d'une forte portée ; et la construction a pris une activité si extraordinaire, que nous voyons qu'à peine un navire est achevé et lancé à l'eau, un autre lui succède immédiatement sur le chantier ; il est même constant que les constructeurs ne peuvent pas, à cet égard, suffire aux demandes du commerce. Notre navigation, qui était bornée au mince cabotage des côtes voisines, a pris un essor inespéré. Un de nos navires, chose jusqu'ici inouïe ! a vu les parages de l'Amérique. Nous commençons à fréquenter nos ports de l'Algérie ; et l'activité ascendante de notre commerce maritime a déterminé

le gouvernement à nous ouvrir les ports de l'Océan qui, précédemment, nous étaient fermés.

Un pareil développement explique hautement si l'influence de la navigation à vapeur a été funeste à la marine à voile ! Comment se peut-il donc que deux hommes, se disant très inexactement régents des marins de Bastia, aient osé signer un article accueilli par la *Sentinelle* de Toulon, dans son numéro du 30 juin dernier, article où les signataires, au nom des marins de Bastia, desquels ils n'ont certes reçu aucune mission semblable, se plaignent amèrement des deux nouveaux bateaux à vapeur l'*Ambassadeur* Pozzodiborgo et le *Maréchal Sebastiani* qui font les voyages entre Bastia et Livourne, dénoncent, à ce sujet, l'avidité des spéculateurs et crient que la marine marchande, cette pépinière si importante de la marine de l'Etat, est ruinée et réduite à une complète détresse par la navigation à vapeur ? Assurément, des attaques aussi injustes, des lamentations aussi étranges, qui n'ont d'autres partisans que leurs auteurs, ne sauraient fixer, un seul instant, l'attention des gens sensés et ne peuvent nullement nous préoccuper. Toutefois, il n'est pas hors de propos de signaler que, de ces deux champions qui sont entrés en lice contre les bateaux à vapeur, l'un est un capitaine-marin de date toute fraîche et, par conséquent, de peu d'expérience encore, et l'autre est demeuré stationnaire au milieu du mouvement général ; c'est-à-dire qu'il possède et commande, depuis vingt ans, un navire, alors le plus grand de notre port et qui en est aujourd'hui le plus petit par l'augmentation de portée de tous les autres. Cette exception unique, en opposition directe avec une progression si active, donnera-t-elle lieu à grief envers les bateaux à vapeur, ou ne devra-t-elle pas être imputée au fait personnel de l'individu qui, seul, est resté en arrière, tandis que tous les autres se sont avancés et l'ont dépassé ? Quoiqu'il en soit, ce que cet individu et son co-signataire ne nieront pas

PRIN D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.

POUR SIX MOIS . . . . . 8

POUR TROIS MOIS . . . . . 4

POUR LE CONTINENT . . . . . 20

POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

eux-mêmes, c'est que la classe des marins de Bastia est aujourd'hui extrêmement fortunée, comparativement surtout à ce qu'elle était, il y a douze ans ; c'est qu'on ne trouve pas de matelots, ou que très difficilement, à raison de 45 fr. de salaire par mois, étant en outre nourris à bord ; c'est que les gérants et une partie des actionnaires des bateaux le *Pozzodiborgo* et le *Sebastiani* sont les plus forts propriétaires des bâtiments à voile du port de Bastia, preuve sans réplique que la marine marchande est bien loin d'être préjudiciée par la navigation à vapeur, car ils n'auraient eu garde de créer, comme il l'ont fait, une nouvelle entreprise de ce genre, de laquelle ils auraient dû éprouver l'effet dommageable plus que tout autres.

En présentant ces réflexions sur la déclamation publiée par la *Sentinelle*, nous n'avons pas eu pour but de répondre à une diatribe qu'il n'y avait pas lieu de réfuter ; mais nous n'avons pas été fâchés de saisir cette occasion pour faire ressortir que la marine marchande est la première à profiter des bienfaits apportés à la Corse par la navigation à vapeur. Et comment n'en serait-il pas ainsi ? Avant les bateaux à vapeur, nous restions quelquefois trois mois sans nouvelles du continent ; les relations étaient donc très difficiles, les affaires très restreintes, très lentes et les expéditions maritimes rares et bornées. Depuis l'heureux établissement de ces bateaux en Corse, tous les obstacles de séparation sont tombés. Journallement et à heure fixe, on part, on arrive. Les relations, suivies, de la sorte, sans interruption, activent et multiplient les spéculations commerciales ; et, partant, le cercle des expéditions maritimes s'agrandit. De là, le progrès remarquable de la navigation à voile. Et ce progrès, nous pouvons le prédire et chacun peut aisément le prévoir, doit augmenter, de plus en plus, avec la prospérité du pays dont la navigation à vapeur est l'une des sources les plus efficaces. Que notre ville soit enfin dotée d'un port



dont la marine marchande, tout précisément à cause de son accroissement rapide, n'a jamais eu autant de besoin qu'aujourd'hui ; et, alors, l'on verra quelle sera l'extension de notre navigation à voile ainsi que l'essor de notre commerce !

Il nous arrive souvent, plus souvent que nous ne le voudrions, d'appeler l'attention de la police sur des désordres qu'il est de son devoir de surveiller et de réprimer. En agissant ainsi nous croyons remplir notre devoir, à nous, et nous désirons qu'on ne voie dans notre langage aucune hostilité systématique, aucun parti pris d'avance. Nous savons tout ce que les fonctions de la police ont de pénible ; nous savons qu'elles rencontrent souvent des obstacles là où elles devraient être le plus puissamment secondées. Si donc pour notre part, nous mêlons notre voix à celle du public, c'est, ou pour appeler l'attention de la police sur un objet qui a pu lui échapper, forcée qu'elle est de tout voir, ou pour lui prêter un peu d'appui moral, en nous rendant les interprètes des doléances ou du mécontentement public. Grâce à cet appui, la police doit se sentir plus forte pour réprimer les désordres contre les quels l'opinion de nos concitoyens proteste avec nous : nous ne voulons donc venir qu'à son aide et non pas entraver son action d'ailleurs, nous le répétons, parfois si pénible.

Il existe ici, comme dans d'autres localités même du continent, une déplorable habitude, contre laquelle nous sommes vraiment surpris qu'on n'agisse avec plus d'énergie, plus de persévérance, à supposer qu'on s'en inquiète un peu ; nous voulons parler de ces combats que se livrent journellement les enfants à coup de pierre le long de la traverse et dans les rues même de la ville. Il ne se passe pas de jours qu'il n'arrive de graves accidents : tantôt c'est une tête qui est saignée, tantôt un œil qui est cruellement blessé et cet inconvénient, qui est déjà si grand par lui-même, ne s'arrête pas là : les passants inoffensifs sont souvent victimes de l'ardeur belliqueuse de ces petits combattants. Avant de se décider à parcourir la traverse, ou de se hasarder dans les rues qui y débouchent, il faudrait presque faire une reconnaissance, et encore cette précaution ne vous garantirait-elle pas toujours du danger. Comment se fait-il qu'on ne voie jamais d'agents de la police dans un endroit si passager et où l'on est sûr de rencontres, à chaque instant du jour, des combattants plus ou moins nombreux ? Comment ne fait-on aucun effort pour arrêter cet usage si déplorable ?

Il n'est pas difficile de combattre le désordre que nous signalons. Il suffirait de quelques exemples donnés à propos, pour faire rentrer dans le repos tous les courroux de ces petits héros de contrebande. Quelques arrestations faites et quelques heures de séjour dans un lieu solitaire, avec une surveillance active sur les points le plus ha-

bituellement le théâtre de ces petits combats, auraient bientôt ramené la sécurité, là où elle ne peut exister pour les personnes qui vont à leurs affaires. La police connaît très-bien les heures auxquelles les rassemblements, dont nous parlons, peuvent avoir lieu, elle sait parfaitement autour de quels édifices ces combats se livrent ; qu'elle y envoie ses agents, qu'elle arrête ceux qu'elle trouvera en flagrant délit et nul doute qu'elle ne vienne facilement à bout de faire disparaître un abus contre lequel nous entendons qu'un s'élève de toutes parts. Cette protestation dont nous nous rendons l'écho, peut aider la police dans l'œuvre que nous lui signalons ; car les parents dont les enfants auront été arrêtés, s'empresseront, sans aucun doute, d'ils portent quelque intérêt à leurs enfants, de seconder l'action publique, alors que cette dernière ne songe qu'aux intérêts de ceux-ci. Maintenant la police est avertie et nous espérons qu'elle fera son devoir en protégeant enfin la sécurité des rues, en s'opposant à des combats dont les conséquences sont souvent funestes à ceux qui y prennent part comme à ceux qui désireraient y rester étrangers.

Le *Journal* d'Ajaccio nous annonce, dans son dernier n<sup>o</sup>, que la flotte, commandée par l'amiral Hugon a quitté la rade de cette ville dimanche dernier. Ce départ lui fournit l'occasion de revenir sur l'importance politique et commerciale du port d'Ajaccio. En cela nous l'approuvons ; il fait bien de profiter de cet événement pour attirer l'attention du gouvernement sur l'importance de la rade d'Ajaccio, mais ce qui, à cet égard, vaudrait mieux que des réflexions plus ou moins politiques, ce seraient des faits. Pourquoi le *Journal* d'Ajaccio ne publie-t-il pas, ainsi que nous le faisons pour Bastia, le mouvement du port de cette ville ? Au moins on saurait à quoi s'en tenir sur l'avenir commercial d'Ajaccio et l'on comprendrait mieux l'opportunité ou l'inopportunité des sommes dépensées pour ce port, alors qu'on s'obstine à abandonner Bastia qui, en fait de prospérité, n'en est pas réduite, comme Ajaccio, à de vagues espérances qui ne reposent, nous le craignons, que sur l'imagination poétique de nos concitoyens du midi.

Les conseils d'arrondissement se réuniront le lundi 19 juillet prochain pour la première partie de leur session qui ne pourra durer plus de 10 jours.

La session des conseils généraux pour la présente année, s'ouvrira le lundi 23 août et sera close le 6 septembre dans tous les départements du royaume.

La seconde partie de la session des conseils d'arrondissement commencera le 13 septembre et terminera le 17 du même mois.

Par ordonnance royale du 29 avril, M. Jourdan, conseiller à la cour royale, a été nommé pour présider les assises du 3<sup>e</sup> trimestre de 1841. MM. Pallavicini et Bigaud, doivent l'assister en qualité d'assesseurs. Les assises s'ouvriront à Bastia le 9 août prochain.

Voici la liste des quarante jurés tirés au sort pour faire le service de la session.

Orsatelli, capitaine en retraite, Bastia.  
Arène, propr. et quincailler, Ajaccio.  
Battesti, docteur en médecine, Levie.  
Bradi, avocat, Sartene.  
Buttafoco, officier de marine en retr., Bastia.  
Polidori, avocat, Morosaglia.  
Brignole, propr. et négociant, Cervione.  
Peretti, propr. et médecin, Sartene.  
Pompei, propr. électricien, Porta.  
Vincetelli, propr., Castifao.  
Pietri de feu Pierre, propr., Sartene.  
Durazzo, avocat, Sartene.  
Orsini, commerçant, Bastia.  
Galeazzi, notaire, Santa-Reparats.  
Arrighi, propr., Speloncato.  
Rocca-Castellani, propr. et négociant, Calvi.  
Romanacce, docteur en médecine, Oletta.  
Mattei, avocat, Bastia.  
Levie, de Baptiste, docteur en méd., Ajaccio.  
Forcioli, marchand drapier, Ajaccio.  
Cristinacce, propr. et avocat, Ajaccio.  
Arrighi, avocat, Corte.  
Grimaldi, propr. Santa-Maria Poggio.  
Portafax, notaire, Bonifacio.  
Marengo, propr., Bastia.  
Franceschini, capitaine en retraite, Pigna.  
Mariotti, capitaine en retraite, Bastia.  
Ristori, propr., Piazze.  
Suzzarini, docteur en médecine, Loreto.  
Roccaserra Jean Paul, propr., Sartene.  
Terami, notaire, Rogliano.  
Serafino, docteur en médecine, Bonifacio.  
Raffalli, propr., Nocario.  
Pietri, Pierre-Félix, propr., Brando.  
Forcioli, chef de bataillon en retraite, Ajaccio.  
D'Angelis, Joseph, propr., Bastia.  
Guasco, Vincent, notaire, Bastia.  
Massei, François-Louis, propr., Bastia.  
Santelli, Antoine-Félix, propr., Bastia.

La circonscription électorale du canton de Campite, réunie par arrêté de M. le préfet de la Corse, le 27 du mois dernier, vient d'être, meuble du conseil d'arrondissement M. Mariotti greffier de la justice de paix, en remplacement de M. Gavini élu membre du conseil général.

Le *Moniteur* du 23 juin, publie la loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 1,514,160 fr. pour la construction de trois paquebots à vapeur de la force de 120 chevaux chacun, destinés au service des communications entre Marseille et la Corse.

M. le recteur a pris deux arrêtés qui contiennent les dispositions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. La commission établie à Ajaccio et chargée d'examiner les aspirants aux brevets de capacité, ouvrira ses séances le 4 août prochain dans une des salles du collège de cette ville.

Art. 2. Tout individu âgé de 18 ans accomplis, pourra, en produisant son acte de naissance et un certificat de bonne vie et mœurs délivré par l'autorité locale, se présenter devant la commission pour subir son examen de capacité. Il sera seulement tenu de se faire inscrire 24 heures d'avance au secrétariat de la dite commission.

Art. 3. Aux termes de l'arrêté du conseil royal en date du 18 juin 1839, les candidats réciteront de mémoire les 25 articles qui composent la loi sur l'instruction primaire.

Art. 4. Les examens auront lieu publiquement.

Art. 1<sup>er</sup>. La commission établie à Ajaccio pour l'examen des aspirants aux brevets de capacité ouvrira ses séances le 11 août prochain, dans la salle du conseil académique.

Art. 2. Aucune postulante ne sera admise devant la commission d'examen si elle n'est âgée de 20 ans au moins. Elle sera tenue de présenter, 1<sup>o</sup> son acte de naissance, si elle est mariée, l'acte de célébration de son mariage ; si elle est veuve, l'acte de décès de son mari. 2<sup>o</sup> un certificat de bonnes vie et mœurs délivré, sur l'attestation de trois conseillers municipaux, par le maire de la commune ou de chacune des communes où elle aura résidé depuis trois ans.

Par ordonnance royale, en date du 23 du mois dernier, ont été nommés : juge de paix du canton de Luri, arrondissement de Bastia, M. Pietri, juge de paix du canton de Rogliano, en remplacement de M. Estela, décédé ;

Juge de paix du canton de Rogliano, même arrondissement, M. Flach, Georges, membre du conseil général, en remplacement de M. Pietri, nommé juge de paix du canton de Luri.

— Par ordonnance royale du 8 juin 1841 : M. Martelli-Léonardi (Théophile-Antoine), sergent au 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie légère d'Afrique, a été promu au grade de sous-lieutenant au 18<sup>e</sup> léger.

— Par ordonnance du 15 même mois M. Degola (Jean-Baptiste), sous-lieutenant au 56<sup>e</sup> de ligne, a été promu lieutenant au même corps.

M. Serpentin (Vincent), sous-lieutenant au 2<sup>e</sup> léger a été promu lieutenant au même corps.

M. Pietri (Darius), adjudant auxiliaire aux hôpitaux de l'Algérie, a été promu adjudant en 2<sup>e</sup>.

— Par ordonnance du 22 du même mois. M. Nicolai, lieutenant au 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine à Rochefort, a été nommé capitaine au même corps.

— Par un arrêté de M. le sous-secrétaire d'É-

tat des travaux publics en date du 25 juin dernier, M. Sempolo (Sébastien), a été nommé maître de port de 1<sup>re</sup> classe au port d'Ajaccio, en remplacement de M. Ucciani admis à faire valoir ses droits à la retraite.

— En vertu d'une délibération approuvée par M. le ministre des finances, l'administration des postes a arrêté l'établissement de 9 relais dans ce département, savoir :

A Ajaccio, Carazzi, Bocognano, Vivario, Corte, Ponte alla Leccia, Casabianca, Bastia et St-Pancrace.

D'après la même décision, M. Podestà, (Vincent), a été nommé maître de poste à ces relais.

— Sur la demande de M. le préfet, M. le ministre de l'agriculture et du commerce, vient par décision en date du 8 et du 15 du mois dernier, d'accorder un secours de deux mille neuf cents francs, à répartir entre divers habitants de ce département, victimes d'événements malheureux.

— M. l'amiral Lalande va prendre le commandement en chef des forces navales françaises dans la Méditerranée.

## Nouvelles Diverses.

L'ordonnance, qui clot la session, a été lue le 25 à la chambre des pairs et à la chambre des députés.

— L'Angleterre entière est transformée en ce moment en champ de bataille électorale. Toutes les préoccupations se taisent devant celle du résultat des élections. Au milieu de toutes les fanfaronnades débitées par les deux partis, il est difficile de deviner de quel côté sera l'avantage.

Les élections connues jusqu'ici montent à 232 dont 115 wighs et 117 tories. On voit que les deux partis se balancent jusqu'ici d'une manière tout à fait égale. Des désordres ont accompagné ou suivi plusieurs de ces élections.

— Le *Globe* anglais qui arrive ce matin 4 juillet, annonce que sur 304 nominations connues, 159 appartiennent aux libéraux. Le *Globe* appartient au parti whig.

— Une feuille hollandaise parle de l'arrivée prochaine au Helder d'une escadre russe. Cette escadre est celle qui doit transporter en Hollande le second fils de l'empereur de Russie. Quant à la véritable destination de cette flotte, on l'ignore entièrement jusqu'ici. Nous ajouterons que M. Thiers est attendu à la Haye. (*Globe*)

— On lit dans le *Toulonnais* :

• *Alger 22 juin.* — La viande, les denrées de toute espèce, abondent et sont à des prix très convenables. Le général Bédau, nouveau chef de l'état-major général, est arrivé ce matin à 8 heures. La dépêche télégraphique annonce la rentrée des troupes de l'expédition à Médéah, hier 21 juin. M. le duc d'Aumale est indisposé. La colonne est allée chez les Rigats, que l'on a

pillés. Les troupes d'Abd-el Kader n'ont opposé aucune résistance. Il y a quelques jours, le sheikh de la petite tribu qui habite près d'Ouled-Mandil, vient nous apporter la tête d'un Hadjoute. On lui dit : « C'est très bien fait, tâchez d'en apporter une autre. » Mais le sheikh manifesta sa surprise de ne pas recevoir une récompense en argent. « Eh quoi ! disait-il, vous avez payé cent cinquante francs une panthère, animal peu redoutable, et vous n'offrez aucun prix pour une tête d'Hadjoute, ennemi autrement redoutable ?

— On a reçu à Alger des nouvelles de l'expédition commandée par le maréchal-de-camp Baraguay-d'Hilliers. Cette colonne a parcouru dans tous les sens la vallée du Chelif qui a été complètement ravagée ; on a pris des bestiaux et des prisonniers sans avoir eu aucun engagement sérieux avec les Arabes.

— Il résulte de documents communiqués à la chambre des représentants, par M. Webster, ministre des affaires étrangères, que l'affaire de la *Caroline* ne peut plus faire l'objet de poursuites contre les individus, le gouvernement anglais ayant déclaré qu'il prenait sous sa responsabilité l'incendie de ce navire. M. Webster a déclaré dans un de ces documents que cet acte pouvait justifier des représailles et même une guerre générale, si le gouvernement des États-Unis, croit devoir décider ainsi. Il est donc hors de doute que Mac-Leod sera mis en liberté ; mais, conformément à la législation des États-Unis, ce ne sera que sur un arrêt des tribunaux saisis de l'affaire, et non par acte immédiat du gouvernement comme M. Fox, le ministre anglais, l'avait demandé.

M. Adams a demandé à la chambre le rappel de l'article du règlement qui interdit la présentation de toute pétition relative à l'abolition de l'esclavage.

— Les lettres d'Alexandrie, du 18 juin, annoncent que la cérémonie de l'investiture a eu lieu le 10, avec une grande pompe. Méhémet-Ali a reçu avec toutes les apparences d'un profond respect la décoration du Nicham Ifihar.

Le bateau à vapeur russe est reparti pour Constantinople avec les réponses de l'acceptation du hattî-shérif. Reste le firman séparé du tribut, sur lequel de nouvelles réclamations vont être élevées. On prétend qu'il y a, en outre du firman officiel, un firman secret par lequel la Porte promet de fermer les yeux sur l'exécution du firman officiel, si Méhémet-Ali veut l'aider franchement à étouffer les insurrections qui menacent à la fois l'empire turc et l'islamisme. Méhémet se fait prier pour rétablir l'ordre dans l'Arabie, qui ne présente plus aucune sécurité aux voyageurs. Une caravane revenant de la Mecque a été dévalisée à moitié route, et la moitié des pèlerins ont été assassinés. L'Hedja est en pleine insurrection, et les consuls européens à Djedda ont quitté en toute hâte un pays où ils couraient les plus grands dangers.



ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16 fr.
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

— Deux dépêches télégraphiques, l'une du consulat d'Alexandrie, en date du 11 juin, l'autre du consulat de Malte, en date du 24, sont arrivées à Paris hier soir. La première est ainsi conçue :

• Mohamed-Ali a fait promulguer solennellement hier le nouveau hatti-shérif d'investiture.

• La question du tribu est réglée dans un firman séparé, et l'on espère ici qu'il pourra encore être modifié.

La dépêche de Malte est conçue en ces termes :

• Le *Great-Liverpool* est arrivé ce soir d'Alexandrie avec la valise de l'Inde, partie de Bombay le 23 mai.

• Point de nouvelles de la Chine.

• Le commodore sir George Bremer était encore à Calcutta le 8 mai.

• Le 13 juin un nouvel engagement avait eu lieu en Crète, entre les Turcs et les Grecs, mais sans résultat décisif.

• L'amiral Stopford est parti le 19 de Malte pour l'Angleterre.

## VARIÉTÉS.

### PEINTURE.

La ville de Bastia, depuis environ deux mois, possède dans ses murs un peintre distingué, membre de l'académie de Rome. La Corse, riche d'émotions, lui a apparu comme un lieu de repos pour ses pinceaux que l'Italie, sa belle patrie, a su si bien mettre en œuvre, et il y est venu non, comme tant d'autres, précédé de la renommée qui, trop souvent, proclame le talent où il y en a peu, mais pour y vivre un instant ignoré et tranquille. Aussi, l'auteur de cet article le prie de lui pardonner d'avoir cherché à le tirer de cette retraite qu'il s'obstine à garder, en livrant à la publicité le nom de M. Tenderini, et une faible analyse de ce tableau charmant que tant de fois il a contemplé, chez lui, de cette attention intuitive que savent seules inspirer des œuvres semblables.

Nous sommes sur le sommet de la montagne des oliviers, à ce moment suprême où le fils de Dieu vient de quitter ses disciples et remonte vers sa céleste demeure. Avec quelle vérité et quel bonheur M. Tenderini a su reproduire cette heure solennelle !... Raphaël, Giulio Romano, son élève, ce style admirable des grands maîtres de l'antiquité, tous se retrouvent sur cette toile qui, dans une faible dimension, présente à nos yeux un des plus grands mystères de notre religion. Avec quelle hardiesse sont jetées ces draperies sur les apôtres dont les traits expressifs communiquent à l'âme ce sentiment d'admiration et de crainte, de joie et de douleur, cette émotion indéfinissable que durent éprouver ces êtres privilégiés, à cette séparation à la fois douce et pénible ! Tous ont les yeux fixés sur leur divin maître qui leur apparaît encore au milieu des nuages resplendissants de lumière, entouré de cette majesté qu'il n'appartenait qu'à la poésie imagina-

tion et à l'habileté du pinceau de M. Tenderini de reproduire. L'aurore lumineuse, au milieu de laquelle se détache le Christ, projette ses reflets dorés sur les personnages groupés en cercle autour de cette place dont la pousse remplit le vide. Deux anges beaux, mais de cette beauté qui n'est pas de ce monde, occupent le milieu du tableau et semblent consoler les apôtres que bien- tôt aussi ils vont quitter eux pour rejoindre leur Dieu. Tout enfin plait dans cette œuvre de M. Tenderini que chacun peut aller admirer chez M. Giorgi, place de la Fontaine Neuve.

Puisse ces quelques lignes tracées à la hâte, faible hommage de reconnaissance, prouver à M. Tenderini combien ont été doux, pour leur auteur, les moments passés à le voir et à l'entendre. Trop heureux si, à la lecture de cet article, il peut réussir à faire jouir les habitants de Bastia et de la Corse d'un talent que cet artiste modeste, et un petit peu égoïste, s'obstine à garder pour lui.

p...

## Banque Paternelle.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AVENIR.

ASSOCIATIONS MUTUELLES SUR LA VIE.

A Paris, rue de la Chaussée-d'Antin n° 26 bis.

La Banque Paternelle, intermédiaire des familles, a, pour mission, de former entre elles, au profit des enfants et des personnes majeures des deux sexes, des associations dans lesquelles, admis sur le versement d'une somme quelconque les ayant droit prennent part à un dividende évalué cinq, huit ou même quinze fois plus fort que la mise primitive, selon les conditions dans lesquelles sont placés les assurés.

Fondée dans l'intérêt général, la Banque Paternelle a, dès son début, reçu du public l'accueil encourageant qu'elle attendait de ses efforts et de ses intentions. Chaque jour le nombre de ses souscriptions augmente et les noms recommandables qui figurent parmi les souscripteurs et les assurés, sont, pour elle, le témoignage le plus flatteur du passé et un gage certain de nouveaux succès pour l'avenir. Dès que ses avantages ont été compris et appréciés, la Banque Paternelle a reçu, de la part du public, une préférence bien marquée sur les autres Compagnies.

Déjà 15 millions de souscriptions obtenues dans le cours de 1838, 1839 et 1840, attestent que les avantages des associations formées par la Banque Paternelle ont été appréciés de toutes les classes de la société. Par elle, tout chef de famille laborieux et économe, quelle que soit d'ailleurs sa position sociale, peut toujours espérer conserver près de lui son fils, constituer une dot à sa fille et se créer personnellement des ressources pour un âge plus avancé.

Pour étendre et propager le plus possible ses opérations, la Banque Paternelle, déjà représentée, sur le continent, dans chaque arrondissement et, à l'étranger, dans plusieurs villes a envoyé un directeur pour le département de la Corse. Le siège de l'administration est établi à Bastia, maison Podesta, au Guadello.

En résumé, l'institution de la Banque Paternelle a, pour principe, la prévoyance et l'économie, pour moyens, l'agglomération de petits capitaux réunis dans un esprit d'ordre et d'avenir et fécondés par l'association, et, pour but, le bien-être des familles.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 3 au 9 juillet 1841.

### ARRIVÉES.

Solenzara, bœuf Précurseur, c. Cardella, écore.

Caprara, gondole Passavani, c. Osé, lest.

Pronete, gondole Lavasina, c. Gasco, vin.

Pronete, b. goëlette St-Antoine, c. Gasco, bois.

Pronete, gondole Lavasina, c. Bazzicalupo, div.

Pronete, gondole St-Antoine, c. Georgi, écores.

Padulella, brick goëlette Antoinette, c. Mattei, bois de construction.

Padulella, b. goëlette Ville de Bastia, c. Zuani, planches.

Cagnano, gond. Trinité, c. Costa, vin.

Portovecchio, gondole l'Hiver, c. Valeri, bois.

Livourne, bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, diverses. 2 arrivées.

Livourne, bœuf St-Antoine, c. Semidei, briques.

Livourne, mistick l'Antoinette, c. Laporta, id.

Livourne, bat. à vap. Sebastiani, cap. Saettoni, diverses. 1 arrivée.

Ile-Madeline, gondole V<sup>e</sup> de Bonavia, c. Susini, fromage.

Bonifacio, gondole St. Louis, c. Varso, thon.

Macinaggio, gondole S. Simon, c. Filippi, vin.

Solenzara, bœuf Conception, c. Loquente, écore.

Toulon, bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Livourne, bœuf S. Jean, c. Stretti, diverses.

### DÉPARTS.

Toulon, b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Livourne, bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, passagers. 1 départ.

Livourne, bat. à vap. Sebastiani, c. Saettoni passagers. 1 départ.

Livourne, bœuf Précurseur, c. Cardella, écore.

Ajaccio, tart. Espère-en-Dieu, c. Rebora, chaux.

Gênes, gondole V<sup>e</sup> de Bonavia, c. Susini, lest.

Marseille, goëlette Ville de Bastia, c. Zuani, chat.

Marseille, goëlette Antoinette, c. Mattei, bois de constr.

Marseille, goëlette St. Antoine c. Gasco, id. et chevaux.

Solenzara, mistick Antoinette, c. Laporta, briques.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

## Bastia.

RÉFORME ÉLECTORALE EN FRANCE ET EN ANGLETERRE.

Depuis quelque temps les journaux politiques laissent quelque peu sommeiller la grande question de la réforme électorale. Cependant le moment nous semblerait bien choisi pour examiner de nouveau cette question. En présence de ce qui se passe en ce moment en Angleterre, bien des réflexions seraient inutiles. Les faits ont une grande éloquence et c'est probablement à cause de cette éloquence même qui donnerait un élément à leurs espérances, que les journaux réformistes jugent prudent de se taire. Pour nous qui voulons, aussi sérieusement que ces publicistes, le bien de notre pays, nous demanderons à ces faits l'enseignement qu'ils portent avec eux : ce sera à nos lecteurs à conclure.

D'abord, deux mots sur la réforme électorale en elle-même. La réforme n'est qu'un moyen pour arriver à un but ; ce but est facile à deviner : tous les réformistes de profession ne veulent qu'une chose : une révolution, révolution pacifique, féconde, profitable, utile au pays etc., nous savons que tout cela fait partie du programme réformiste. Mais comme ce ne sont là que des promesses, que des espérances, l'on nous permettra de n'y ajouter qu'une médiocre confiance. On ne fait pas de la politique avec de la sentimentalité et des lieux communs ; ce serait jouer un métier de dupes.

L'on veut donc une révolution ; les uns, comme les légitimistes obsédés, opiniâtres, qui ne pardonnent rien, qui n'ont rien appris, rien oublié et qui pensent que la France a, comme eux, une très mauvaise mémoire, rêvent, au moyen de la réforme, une troisième restauration, s'appuyant sur une aristocratie nouvelle qui sortirait infailliblement du vote à deux ou trois degrés et qui nous ramènerait à la suite tous les vieux abus. Qu'on étudie sérieusement le sophisme de la Ga-

zette de France, qui représente tout ce qu'il y a d'arrière, de rétrograde dans le parti légitimiste et l'on s'en convaincra aisément. Donc, pour ce parti, réforme signifie restauration et l'on sait que quand ce parti se met à restaurer, il ne restaure pas à demi.

Les autres veulent la réforme pour aboutir tout d'abord à une assemblée constituante, à une révolution radicale, et, à voir l'harmonie qui règne aujourd'hui entre les différentes branches de l'école démocratique, depuis les démocrates purs jusqu'aux socialistes, aux communistes, il est facile de prévoir ce qu'il sortirait de bien pour le pays de cette nouvelle Constituante. Toujours est-il que nous n'en serions pas quittes à moins de deux ou trois révolutions, et d'une contre-révolution au bout, pour consolation et indemnité. Bien entendu encore que ces révolutions seraient extrêmement pacifiques ; que le crédit public n'en souffrirait pas, que les intérêts particuliers ne seraient pas lésés. Oh non. Nous savons trop bien comment, en général, s'opèrent les révolutions et comment, en particulier, elles procèdent en France. Le passé nous offre de sûres garanties à cet égard. Donc encore, réforme signifie ici, comme plus haut, restauration de vieilles formes, de vieilles doctrines.

Que ceux qui sont d'avis d'aller en arrière se rangent dans l'un ou l'autre camp, nous le concevons ; mais que ceux qui admettent que le progrès consiste à aller en avant, fassent cause commune avec les réformistes, c'est ce qu'il est plus difficile de concevoir. On attend beaucoup de la réforme en France, et l'on en attendait beaucoup plus en Angleterre. Avec la réforme les Anglais avaient tout obtenu et il se trouve précisément qu'ils sont au même point, en cela, que celui où ils se trouvaient il y a huit ou dix ans. Les Tories ont la majorité ou peu s'en faut. Les élections présentent le spectacle de la corruption la plus éhontée, des violences les plus indignes d'un peuple qui se respecte : les plaies qui dévoraient

le pays subsistent de plus belle : voilà ce qu'a produit la réforme en Angleterre. Pourquoi serait-elle plus heureuse en France ?

Le grand tort de ceux qui demandent la réforme, quand ils ne se rallient pas aux deux écoles dont nous parlons plus haut, c'est de s'imaginer qu'une loi politique peut, à elle seule, modifier profondément les mœurs d'un pays. C'est au rebours que procèdent les choses : les mœurs font la loi, et non les lois les mœurs.

Les pessimistes s'en vont disant partout et sur tous les tons : la corruption d-borde de tous les côtés ; les élections présentent chez nous le scandaleux spectacle du marché des consciences, etc. et l'on s'imaginerait qu'en multipliant le nombre des électeurs, on rendra plus difficile l'achat des consciences, pour nous accommoder à ce langage qui ne nous semble pas l'exacte reproduction de la vérité ; illusion pure. Les consciences, en France surtout, ne s'achètent pas toutes à prix d'argent, de places et de rubans, à supposer que l'on se vende, comme on le dit ; la vanité y joue un très grand rôle ; les passions politiques exercent aussi un très grand empire et avec l'aide de ce double levier que de volontés indécises, irrésolues l'on pourrait soulever ? Et c'est bien là ce qu'espèrent les deux grandes écoles réformistes. La Gazette, avec son système électoral à deux degrés, compte bien avoir pour elle tous les électeurs des campagnes qui dépendent plus ou moins des grands propriétaires et qui n'auraient rien refusé aux sollicitations de leurs bourgeois, comme nous disons aujourd'hui, de leurs seigneurs, comme on voudrait nous faire redire. De même, l'école démocratique sait avec quelle facilité on soulève les populations ouvrières des grandes villes et elle compte sur cette facilité pour obtenir partout la majorité. A cet égard nous n'objectons que peu : les populations soulevées ne s'arrêtent pas comme et quand on veut. On va quelquefois plus loin qu'on n'aurait voulu. De ceci les exemples ne nous manqueraient pas.



L'on avait dit en Angleterre qu'avec la réforme la corruption ne serait plus possible — et ici corruption est bien le mot. Chez ce peuple, qui doit tout à ses habitudes de négociant qu'il a puisées jusqu'à l'abus, il y a un tarif de consciences bien connu, et l'on sait juste ce qu'une élection doit coûter. — La corruption devait donc disparaître en Angleterre. Or, qu'est-il arrivé? ceci :

Un membre du parti wigh a mis à la disposition de son parti 2,500,000 francs pour être employés aux élections. Les journaux ne s'en sont pas cachés.

Un membre du parti torie n'a pas voulu rester en arrière, il a, lui aussi, donné 2,500,000 fr. aux tories pour travailler les élections.

De cela qu'est-il résulté? c'est qu'on a remarqué aux élections de Londres que les pourchasseurs de voix plantaient leurs drapeaux près des cabarets, afin, dit un journal, que le prix du vote fût plus facilement consommé et qu'après avoir pris la forme de gin, de bière ou d'ale, il convainquit plus facilement l'électeur indécis. Les cabarets de Londres ont donc joué un très-grand rôle dans les élections et les deux partis ne s'en sont fait faute.

Et encore : « Une certaine partie des électeurs de Londres, les *Livermen*, — ceux qui appartiennent de plus près à la classe inférieure, à celle qui, comme on sait, doit avoir chez nous le monopole exclusif de toutes les vertus, — n'ont point perdu, dit un correspondant du *National*, aucunes de leurs habitudes de vénalité. Seulement ils spéculent avec plus d'habileté; ils se font payer plus cher et l'on m'assure qu'aux dernières élections, vers trois heures, il y eut un certain nombre de votants qui ayant offert leurs suffrages pour 25 livres sterling (625 fr.) ont exigé 50 liv. (1250) trois heures après. » Ces faits ne sont pas les seuls : qu'on lise les journaux et l'on en trouvera beaucoup d'autres semblables.

Voilà ce qu'a produit la réforme en Angleterre. Ajoutez-y le tableau des querelles, des violences, des voies de fait, des blessures et des morts et vous aurez une petite idée de ce que la réforme a enfanté de bien en Angleterre et vous aurez une idée de ce qu'elle pourrait produire de bon en France.

Non pas, à Dieu ne plaise, que nous pensions qu'en France nos électeurs descendraient où en sont venus les électeurs anglais. Ce n'est pas nous qui croyons à la corruption des électeurs à 200 francs, mais nous avons peine à comprendre comment ceux qui affirment et qui vont crier par dessus les toits, que le corps électoral, en France, est bien décidément corrompu, peuvent assurer que l'électorat, en se multipliant, n'augmenterait pas la corruption patente. Nous savons bien qu'on dit à ceci que cette corruption, pût-elle exister, serait comme non venue, car les acheteurs manqueraient. Pauvre réponse, car qui ne sait, pour nous accommoder au langage peu relevé de nos

adversaires, qui calomniaient leur pays dans l'intérêt de leur système, que l'abondance d'une marchandise fait seulement baisser les prix et non disparaître la vente.

Non, nous le pensons, le danger de vénalité, en France, ne serait pas à craindre; mais ce qui serait à craindre ce serait la facilité qu'on aurait à exciter les passions politiques dans notre pays si ardent, si impressionnable; ce qui serait à redouter, c'est le monstrueux abus que feraient les partis ardents de toutes ces dispositions que nous avons à nous enflammer pour des théories, sans y réfléchir; ce qui serait immanquable, c'est que les partis ardents corrompraient bientôt l'esprit des populations qui ne sont pas habituées à se décider par elles-mêmes et qui cèdent si facilement à l'entraînement de ceux qui les dominent, en ayant l'air de leur faire la cour. Si les courtisans des rois ont disparu de notre pays, les courtisans du peuple y sont restés et de tous les courtisans c'est la pire espèce, car le peuple n'est entre leurs mains qu'un instrument docile.

Au reste, pour conclure, nous répétons ce que nous avons déjà dit : qu'on examine ce que la réforme a produit en Angleterre et l'on prévoira ce qu'elle produira en France. Chez nous, si elle n'amènerait pas une révolution, et il serait difficile que cela ne fût point, elle serait au moins stérile comme en Angleterre. Or, dans ces deux cas, et la première supposition est beaucoup plus réalisable que la seconde, comment cette réforme pourrait-elle être appuyée par ceux, et nous pensons qu'ils forment la majorité de notre pays, qui trouvent que la France a bien assez fait de révolutions depuis un demi-siècle et qu'il est temps pour elle de renoncer à ce jeu terrible des constitutions, pour s'appliquer enfin, à l'aide de la constitution actuelle qui se prête à toutes les améliorations raisonnables et possibles, à réaliser enfin la prospérité morale, intellectuelle et matérielle à laquelle la France est appelée. Oui, la réforme à faire n'est pas dans la constitution, mais dans nos mœurs publiques que les partis tendent de plus en plus à matérialiser. Notre pays, après tout, a plus besoin de réforme morale que de réforme politique, et cette dernière ne peut être qu'un obstacle à cette première.

Quelques détails sur les élections en Angleterre.

M. Ar. Marrast, correspondant du *National*, dit : « Vous verrez le résultat des élections de la cité : cette lutte s'est terminée à coups de billets de banque. »

Plus bas il ajoute : « wighs et tories n'ont rien à s'envier sous le rapport de la corruption. »

Un journal assure, sur la foi d'une lettre venue de Londres, que l'on évalue à 500 millions les sommes qu'auront coûtées les élections.

Une autre feuille annonce qu'un banquier de Londres, la maison Willmer, Wels et compagnie a suspendu ses paiements, par suite des

sommes considérables qui ont été tirées sur elle par un de ses correspondants de province, à l'occasion des élections.

On écrit de Nottingham : « On a jugé prudent de supprimer les allocations par suite des prix élevés que donnaient les wighs. Dans un meeting tenu lundi soir sir J. Hobhouse a dit à ses amis qu'il l'emporterait quand même il devrait lui en coûter la moitié de sa fortune; on s'est mis à l'œuvre dans la soirée jusqu'à 3 heures du matin, le triomphe a été acquis au prix de 500 fr., 600 fr. et 1,000 fr. par voix. Il doit avoir coûté 50,000 livres sterling (1,250,000 fr.). Les amis de sir John ont donné 1,100 fr. par tête aux électeurs tories pour qu'ils s'abstinsent de voter. »

Voici maintenant quelques échantillons de la tranquillité de ces élections :

A Carlisle, un policeman a été tué.

A Ashton, un autre policeman a subi le même sort. L'hôpital de cette ville est encombré de blessés.

A Rochdale, un citoyen jeté à bas de son cheval a été foulé aux pieds et est mort de ses blessures.

A Liverpool, quatre hommes et une femme ont été tués au milieu du désordre des deux partis opposés; un grand nombre de personnes plus ou moins dangereusement blessées ont été portées à l'hôpital. Des maisons ont été attaquées presque démolies et l'on a remarqué que celles qui ont le plus souffert ont été celles des marchands de boissons.

A Bradford des désordres graves ont signalé les élections. On a été obligé de faire avancer les troupes : le *riot-act* a été proclamé.

A Norwich, mêmes scènes. Sans l'intervention de la police, un malheureux individu eût été déchiré en morceaux. Il a fallu proclamer le *riot-act*.

Le *Journal* d'Ajaccio fait semblant de ne pas nous comprendre. Nous ne cherchons pas à décrier le port d'Ajaccio, mais ce dont nous nous plaignons, à bon droit, c'est que le génie civil trouve le temps et l'argent nécessaires pour s'occuper du port de cette ville qui, dans l'état actuel, suffit et suffira long-temps encore aux besoins de son commerce, tandis qu'il s'obstine à négliger le port de notre ville dont l'insuffisance est constatée depuis long-temps, en même temps que son peu de sûreté. Qu'on fasse pour nous ce qu'on fait pour Ajaccio et nous cesserons de nous plaindre. Est-ce trop demander que le nord de l'île ne soit pas sacrifié au midi? Nous espérons que le *Journal* d'Ajaccio nous comprendra cette fois.

A Monsieur le Président du Tribunal de Commerce à Bastia.

Bastia, le 18 juin 1841.

Monsieur le Président,

La culture de la garance en Corse a fait, depuis peu, quelques progrès; persuadé qu'ils deviendraient encore plus sensibles si on admettait

en franchise sur le continent la graine de cette plante, j'ai proposé à l'administration de l'ajouter à la nomenclature des autres produits du sol qui jouissent du bénéfice de la franchise en exécution des dispositions de l'article 10 de la loi du 21 avril 1818.

Cette proposition a été adoptée par une décision de M. le Conseiller d'Etat, directeur de l'administration, en date du 11 du mois courant. Je vous serai reconnaissant de vouloir bien en informer le commerce.

Veillez agréer, etc.

Bastia, le 1<sup>er</sup> juillet 1841.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il vient d'être conclu entre la France et l'Autriche une convention de navigation ainsi conçue :

« A partir du 1<sup>er</sup> juin 1841, tout navire de commerce autrichien entrant en relâche forcée dans un port du royaume y sera, à charge de réciprocité, exempté de tous droits de port ou de navigation perçus ou à percevoir au profit de l'Etat; si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'il ne se livre, dans le port de relâche, à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises; bien entendu toutefois que les déchargements et les chargements motivés par l'obligation de réparer le navire, son avitaillement et le transbordement de la cargaison, en cas de nécessité, ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que le navire ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche. »

Je ne crois pas inutile d'ajouter, M. le Président, que, d'après l'article 1<sup>er</sup> du titre VI de la loi du 22 août 1791, les causes de la relâche doivent être indiquées dans un rapport que le capitaine est tenu de faire à la douane dans les 24 heures de son arrivée dans le port, et dont l'exactitude doit, aux termes de l'article 11 du titre II de la loi du 4 germinal an II, être constatée par les proposés de la Douane, qui peuvent, au besoin, s'assurer de la réalité des faits articulés dans le rapport du capitaine par l'interrogatoire des gens de l'équipage.

Veillez agréer, etc.

Le Directeur des Douanes,  
BOUCHER DE CRÉVECOEUR.

Nous croyons pouvoir annoncer que M. Alexandre Dumas, qui est en ce moment à Marseille, se propose de venir prochainement à Bastia. Nous désirons vivement que le célèbre écrivain trouve dans ces excursions quelques uns de ces sujets d'impression de voyages qui, sous sa plume si spirituelle et si féconde inspirent un si vif intérêt. La Corse est, en quelque sorte, une terre vierge encore qui peut offrir aux artistes de riches couleurs et la poésie qui saura y ajouter M. Alexandre Dumas ne saurait manquer d'être utile à notre pays, en faisant naître, chez beaucoup de personnes le désir de nous visiter et en ce nous demandons, avant tout, c'est que les habitants du continent veuillent bien faire connaissance avec nous. Il y aura profit pour tout le monde. Que M. Alexandre Dumas vienne donc et il peut-être assuré de trouver un bon accueil.

## Nouvelles Diverses.

Par ordonnance du Roi, en date du 7 juillet, ont nommés :

Juge d'instruction au tribunal de première instance de Sartène (Corse), M. Couret, substitut du procureur du Roi près le même tribunal, en remplacement de M. Gazan, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Sartène (Corse), M. Binifils, avocat, en remplacement de M. Couret, appelé à d'autres fonctions;

Toutes les cours du royaume ont fait connaître le résultat de leurs délibérations sur les questions que leur avait soumises M. le garde des sceaux relativement à l'utilité d'un noviciat judiciaire. Vingt cours sont favorables à l'institution du noviciat et huit ont émis un avis contraire. Il est probable qu'un projet de loi sera élaboré dans le sens de la majorité.

Il est positif que les vaisseaux de guerre anglais se sont retirés à un mille et demi au-dessous de Canton; que le 26 mars, au soir, le drapeau anglais flottant sur les murs de cette ville a été abattu et la garde relevée, et que depuis cette époque le drapeau n'a plus été arboré ni la garde rétablie.

JOURNAL ÉCRIT A BORD  
de la frégate  
**LA BELLE-POULE.**  
PAR M. EM. B<sup>on</sup> DE LAS CASES;  
Et Souvenirs du Voyage à Sainte-Hélène,  
par M. L'Abbé F. COQUEREAU.

(Suite.)

« A Sainte-Hélène, l'empereur, dépourvu de tout et luttant contre la longueur des jours et des nuits, utilisait tout le monde. M. Marchand eut aussi son tour. Il fit d'abord la lecture à l'empereur lorsqu'il était au bain ou au lit. Bientôt l'empereur le fit écrire et lui dicta le précis des campagnes de César et divers fragments, notamment sur la fortification, ouvrage pour lequel M. Marchand, qui sait dessiner, fit plusieurs profils. Napoléon affectionnait ce dernier travail, et disait que c'était une fleur jetée sur le chemin qui le conduisait au tombeau.

L'empereur aimait les soins de M. Marchand et celui-ci les lui prodiguait avec effusion le jour et la nuit. Dans ses derniers moments, le besoin que l'empereur avait de ses soins sembla augmenter encore, et avec lui les marques de sa bonté. Sentant approcher sa fin, Napoléon remit à Marchand un riche collier qu'il tenait de la reine Hortense, en lui disant : « Je n'ai que cela ici; je ne sais pas comment sont mes affaires en Europe : prends-le, c'est quelque chose de sûr. » L'empereur remit Marchand dépositaire de son testament, avec ordre de ne le remettre qu'après sa mort, et il entreint le grand-maréchal de l'intention où il était d'écrire à l'impératrice pour qu'elle donnât à son fidèle Marchand le titre de baron et la décoration de ses États. Il lui a donné lui-même bien plus que cela, en le nommant un de ses exécuteurs testamentaires et en disant de lui : « Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami; je désire qu'il épouse une veuve, une sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieillesse. »

« En épousant la fille du lieutenant général comte Brayer, M. Marchand a rempli cette dernière volonté de l'empereur, qui était sacrée pour lui. Il m'a souvent entretenu de sa reconnaissance pour le roi, qui avait permis qu'il fût partie de la mission de Sainte-Hélène, et pour le prince de Joinville qui l'admettait à sa table : c'était digne de honorer la fidélité. »

Vendredi 25. — Aujourd'hui on a posé sur le pont le cercueil en ébène fait à Paris, afin d'appréhender à l'ouvrir et à le manœuvrer. Il est d'un pesantier extraordinaire.

Ce cercueil a une forme analogue à celle des sarcophages antiques, et sur des dimensions qui permettront d'y renfermer intégralement les divers cercueils dans lesquels le corps de l'empereur a été déposé à Sainte-Hélène.

Le cercueil extérieur est en ébène massif, orné de ferrures et d'anneaux de bronze, qui serviront au transport, au moyen de leviers disposés à cet usage.

Le nom seul de l'empereur « NAPOLEON » a été incrusté en lettres d'or sur le couvercle; et, au milieu des côtés est également incrusté un N en bronze doré.

Le cercueil d'ébène en renferme un autre en plomb, décoré d'ornements gravés en creux et dorés. Sur le couvercle de ce cercueil ou lit l'inscription suivante également gravée en creux :

NAPOLEON

EMPEREUR ET ROI

MORT A SAINTE-HÉLÈNE

LE 5 MAI

MDCCCXXI.

Ce dernier cercueil sera soudé lorsque les restes de l'empereur y auront été déposés.

On ne lira pas sans un vif intérêt les détails d'une attaque d'abordage simulé, commandée par le prince, dans le but d'exercer ses marins et ceux de la Favorite. M. Las Cases n'omet aucune circonstance digne de l'attention de ses lecteurs, et la rencontre d'une baleine, d'un requin, ou tout autre poisson ou oiseau marin, lui fournit toujours la matière d'une dissertation profitable pour tous.

Mercredi 8 Octobre. — L'expédition aborde enfin à Sainte-Hélène. Voici comment l'auteur raconte cette arrivée :

« Nous approchions lentement du mouillage. Au moment où nous nous étions trouvés complètement sous la terre, nous avions eu calme plat. Tout à coup le vent vint du nord, ce qui, joint au courant, fit qu'en un instant nous fîmes à deux milles au large. Il était onze heures et demie. Le commandant voulait venir mouiller juste devant la ville et près d'elle. C'était, en effet, la place de sa frégate. Mais se trouvant tout à fait sous le vent de l'île, il avait à manœuvrer au milieu des folles brises. Des officiers anglais, qui venaient de monter à bord, nous disaient



ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.

POUR SIX MOIS . . . . . 8

POUR TROIS MOIS . . . . . 4

POUR LE CONTINENT . . . . . 20

POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## Bastia.

### DES CAISSES D'ÉPARGNES.

L'institution des caisses d'épargne a été d'une utilité si grande qu'en peu d'années les principales villes du royaume se sont empressées d'en organiser dans leur sein et, hâtons nous d'ajouter, le mécanisme en est si simple, les dépenses si peu considérables, que cet établissement a été des plus faciles. Aussi les résultats heureux de cette institution n'ont pas manqué de se faire sentir et toutes les villes qui ont été assez bien avisées pour entrer dans cette voie de progrès s'en applaudissent vivement. Ne serait-il pas temps que l'autorité municipale prit, chez nous, l'initiative? C'est là ce que nous pensons et c'est pour appeler sous attention sur un point aussi important que nous allons entrer dans quelques détails sur les caisses d'épargne.

Les caisses d'épargne sont des espèces de caisses de dépôts où l'on peut placer ses économies, avec la faculté de les retirer quand on le désire. On comprend de suite les avantages de cette institution surtout pour la classe ouvrière, pour les domestiques et même pour les employés inférieurs. Placer ses économies en lieu sûr, s'arracher à la tentation trop naturelle, quand on possède peu d'argent, de le dépenser follement; se préparer une réserve certaine, espèce de providence volontaire, pour les instants où le besoin pourrait se faire sentir: il est facile à chacun de comprendre ce qu'il y a d'utile dans cette faculté. Mais ce n'est pas tout. L'argent placé à la caisse d'épargne rapporte encore un intérêt de 4 pour 100 par an. On peut donc ainsi se constituer peu à peu une petite rente, qui va s'accroissant au fur et à mesure que les économies se multiplient et une fois que l'on est entré dans cette voie on doit nécessairement désirer voir ses économies s'accroître, puisque l'on est incessamment récompensé de sa prévoyance. Ce placement si productif et d'une facilité si extraordinaire ne cause aucune espèce de frais. L'on sait aujourd'hui les difficultés qu'il y a à placer son argent: en présence des banqueroutes, qui se multiplient partout, avec une fréquence si déplorable, et qui accusent si hautement l'imprévoyance des hommes de finances, les moyens ordinaires de placement, qui pouvaient exister, diminuent en même temps que les maisons, qui résistent à tous ces coups, ne se présentent pas toujours comme devant complètement rassurer les personnes qui ont des économies à mettre en mains sûres. La caisse d'épargne s'offre donc, dans l'intérêt des classes peu aisées, comme le moyen à la fois le meilleur, le plus économique, le plus commode et même le plus productif qu'on puisse désirer.

Les frais d'établissement et d'entretien d'une caisse d'épargne ne sont pas considérables. Il suffit en effet, d'une salle, de quelques registres, d'un employé pour tenir les livres. Quant à la surveillance à exercer, elle est faite gratuitement, dans toutes les villes de France, par des membres du conseil municipal ou par des citoyens notables, qui président, chaque jeudi, ou chaque dimanche, aux opérations de la caisse d'épargne, opérations très simples qui consistent à encaisser les sommes versées ou à restituer aux déposants les sommes dont le remboursement serait demandé. Comme chaque somme, si minime soit-elle, porte intérêt du jour de son dépôt, la caisse d'épargne verse chaque jour les sommes qu'on lui a confiées dans la caisse du receveur général ou particulier et dès lors tous les déposants deviennent créanciers de l'État, qui offre toutes les garanties désirables. Un livret remis à chaque déposant constate en même temps ses droits et rend impossible toute espèce de fraude ou d'erreur. D'ailleurs des comptes annuels et détaillés sont publiés chaque année par l'administration de la caisse d'épargne, qui appelle ainsi la publicité à son aide et comme garantie et comme encouragement à augmenter le nombre des déposants.

Peut-être pensera-t-on que, dans notre pays, où les habitudes de dissipation, de folles dépenses n'existent presque point; où à l'entrée des villes l'on ne voit pas, comme sur le continent, des lieux qui provoquent à des dépenses inutiles et dont on se repent plus tard, quand le moment du besoin arrive; peut-être à raison de ces circonstances et d'autres encore, qu'il est inutile d'énumérer, penserait-on qu'il serait moins utile d'établir des caisses d'épargne. Nous ne saurions être de cet avis. Ne rendrait-on à la classe ouvrière que le service de lui offrir un placement sûr et avantageux de ses économies, que ce serait encore un devoir à remplir. N'est-il pas juste que la classe ouvrière qui participe à la formation des revenus de la caisse municipale, en supportant sa part des charges de l'octroi, ait, elle aussi, sa part des avantages que produisent ces revenus? Ne ferait-on que généraliser, en les excitant et en les récompensant, des habitudes d'économie, de prévoyance, que ce serait déjà une tâche très belle à remplir. Prévenir la misère, vaut mieux que la soulager, car alors l'homme, auquel on vient ainsi en aide, se moralise, s'élève et comprend qu'il est plus digne de tout devoir à son travail, à sa propre prévoyance que de s'exposer à heurter à des portes qui ne s'ouvrent pas toujours et qui ne laissent passer quelquefois, au prix de dures humiliations, que de bien chétifs secours. Que la charité vienne en aide à ceux qui auraient succombé sous le poids de la souffrance, c'est là son rôle et sa mission, mais pour la rendre plus efficace, dans les besoins sérieux, tâchons de diminuer de plus en plus les occasions qu'elle aurait de s'exercer, en prévenant, par des habitudes d'ordre, des habitudes de mendicité. Or les caisses d'épargne, sous ce rapport, auraient un résultat immense. Pour obtenir ces avantages la somme des sacrifices à faire, serait, nous le répétons, peu importante: 1,200 à 1,500 fr. à dépenser par an par la ville ne sauraient constituer une dépense impossible à couvrir. Ne pour-

qu'ils connaissent la rade, que l'entreprise était fort difficile et d'une réussite douteuse. Cependant, à trois heures et demie, l'ancre tombait au mouillage désigné. Ces officiers disaient hautement qu'il était impossible de manœuvrer avec plus d'adresse et de précision. Ils étaient montés à bord, étant sous voile. C'était M. le lieutenant Middlemore, fils de son excellence le major-général Middlemore, C. B. gouverneur de Sainte-Hélène. Il était envoyé par son père malade pour présenter ses respects au prince commandant. Avec lui se trouvaient M. C. Alexander, capitaine commandant le génie civil et militaire; M. le lieutenant G.-A. Barnes, major de place; M. E. Gulliver Esq.; B. N. commandant du port; M. S. Solomon, agent consulaire de France, et plusieurs autres. La corvette la *Favorita* ne tarda pas à venir mouiller auprès de nous.

Après dîner, à six heures, continue M. de Las Cases, M. de Chabot et moi, nous descendîmes à terre. Je remis le pied sur cette terre d'exil au même endroit où autrefois, en débarquant, un accident avait failli me faire perdre la vie. Je m'arrêtai. Je contemplais lentement tous les objets qui m'environnaient, pouvant à peine en croire mes yeux, éprouvant ce que l'on éprouve au réveil d'un songe. Je revis ces remparts, ces batteries, ce corps de garde, ce pont-levis, cette porte de ville, tout ce que j'avais vu, il y avait vingt-cinq ans et à peu près jour pour jour!... Alors suivant Napoléon, que des ennemis sans pitié, encore sous l'impression de la terreur qu'il avait portée dans leur âme, et jouissant de leur vengeance, condamnaient à la prison ou plutôt au supplice; aujourd'hui accompagnant un jeune prince, qui venait recevoir des mains d'une nation amie et placer à l'ombre du drapeau tricolore la cendre du premier des Français, peut-être du premier des hommes.

Tout ce que je voyais avait porté dans mon cœur une profonde émotion.

Mes souvenirs étaient aussi vifs, aussi présents que si la captivité n'avait cessé que la veille. La vue, le voisinage, le contact de Sainte-Hélène semblaient les avoir ranimés, leur avoir donné une nouvelle vie. J'avais devant les yeux, tels qu'ils m'étaient apparus autrefois, ces rochers noirs et à pic, qui alors allaient nous retenir dans leur enceinte; ces canons qui devaient assurer notre éternelle captivité; ces regards presque hostiles des soldats, où on lisait un vague étonnement; cette porte étroite, à pont-levis, sur laquelle il ne manquait que l'inscription: *Au delà, plus d'espérance!*... Hélas! en quittant la vie, le grand empereur n'avait pas même eu le sort commun au plus humble des mortels! L'espérance ne l'avait point accompagné jusqu'au tombeau! Involontairement, mes yeux se remplirent de larmes...

Je désignais à M. Chabot les localités. Je lui expliquais ce qui y était arrivé. Je lui montrais la

maison où Napoléon avait passé une seule nuit; car débarqué le 17 octobre, à la chute du jour, le lendemain avant l'aurore il avait quitté la ville pour n'y jamais revenir; sa cendre seule devait la traverser. Je lui indiquais les maisons où nous avons été accueillis avec bienveillance et hospitalité. Nous montâmes, pendant quelque temps, le chemin qui conduit dans l'intérieur de l'île, et du haut duquel on voit se dessiner la ville. Mais la nuit était devenue très sombre, nous ne distinguions plus rien; nous dûmes revenir.

Vendredi 9. — J'étais impatient de revoir au grand jour, et avec calme, tout ce que j'avais à peine entrevu avec tant d'émotions la veille à la nuit tombante. Je m'efforçais de mettre de côté tout souvenir et de maîtriser cette singulière disposition de l'homme, qui veut toujours vivre ou dans le passé ou dans l'avenir, comme si le moment présent n'existait pas. Je me trouvais au milieu d'une nation amie, parmi les personnes qui nous témoignaient, à nous Français, la bienveillance la plus marquée. Je résolus de jeter un voile sur le passé, de ne plus voir que la situation présente, et d'aller tranquillement reconnaître et étudier les localités.

(La suite au prochain N°.)

## Banque Paternelle.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AVENIR.

ASSOCIATIONS MUTUELLES SUR LA VIE.

A Paris, rue de la Chaussée-d'Antin n° 26 bis.

La Banque Paternelle, intermédiaire des familles, a, pour mission, de former entre elles, au profit des enfants et des personnes majeures des deux sexes, des associations dans lesquelles, admis sur le versement d'une somme quelconque les ayant droit prennent part à un dividende évalué cinq, huit ou même quinze fois plus fort que la mise primitive, selon les conditions dans lesquelles sont placés les assurés.

Fondée dans l'intérêt général, la Banque Paternelle a, dès son début, reçu du public l'accueil encourageant qu'elle attendait de ses efforts et de ses intentions. Chaque jour le nombre de ses souscriptions augmente et les noms recommandables qui figurent parmi les souscripteurs et les assurés, sont, pour elle, le témoignage le plus flatteur du passé et un gage certain de nouveaux succès pour l'avenir. Des que ses avantages ont été compris et appréciés, la Banque Paternelle a reçu, de la part du public, une préférence bien marquée sur les autres Compagnies.

Déjà 15 millions de souscriptions obtenues dans le cours de 1838, 1839 et 1840, attestent que les avantages des associations formées par la Banque Paternelle ont été appréciés de toutes les classes de la société. Par elle, tout chef de famille laborieux et économe, quelle que soit

d'ailleurs sa position sociale, peut toujours espérer conserver près de lui son fils, constituer une dot à sa fille et se créer personnellement des ressources pour un âge plus avancé.

Pour étendre et propager le plus possible ses opérations, la Banque Paternelle, déjà représentée, sur le continent, dans chaque arrondissement et, à l'étranger, dans plusieurs villes a envoyé un directeur pour le département de la Corse. Le siège de l'administration est établi à Bastia, maison Podesta, au Gualdello.

En résumé, l'institution de la Banque Paternelle a, pour principe, la prévoyance et l'économie, pour moyens, l'agglomération de petits capitaux réunis dans un esprit d'ordre et d'avenir et secondés par l'association, et, pour but, le bien-être des familles.



M. JEAN AGARINI, Traiteur à Bastia, s'empresse de prévenir les personnes qui vont prendre les eaux d'Orrezza, qu'il vient de partir pour Piedicroce, afin d'y établir un hôtel où l'on sera bien servi et à des prix modérés.

La Créosote Billard contre les

### MAUX DE DENTS

Enlève, à l'instant la douleur de dents la plus vive et guérit la carie des dents gâtées, à franc le flacon avec l'instruction.

Pharmacies d'apothicaires.

Sampolo, à Ajaccio; Louis Gregory à Bastia.

### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 10 au 16 juillet 1841.

#### ARRIVÉES.

Bonifacio. gondole Conception, cap. Guidi, huile de thon.  
Marseille. bombarde Ste-Claire, c. Lanat, houille.  
Civitavecchia. gondole St Vincent-Ferreri, cap. Paoli, fromage.  
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, cap. Saettoni, diverses.  
Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, diverses.  
Île Madeleine. gondole St-Michel, cap. Alietti, fromage.  
Toulon. b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

#### DÉPARTS.

Gènes. gondole Conception, cap. Guidi, huile de thon.  
Livourne. Pozzodiborgo bat. à vap. c. Valzi, lest.  
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Saettoni passagers.  
Livourne. beuf Conception, c. Loquente, écote.  
Livourne. brick Général Carnot, cap. Laurent, lest.  
Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.



rait-on trouver sur le budget municipal le moyen d'y faire face? Et ne serait-ce pas une belle inauguration du nouveau budget, que va présenter, au mois d'août, la nouvelle administration, que de le placer sous la protection d'une semblable innovation?

On lit dans le *Moniteur* :

M. le chevalier P. H. F. Bourgoing, vicomte d'Orli, orientaliste, ex-élève de légation et ancien attaché à la bibliothèque du roi, va partir incessamment pour accomplir la mission dont il a été chargé par MM. les ministres de l'instruction publique et des affaires étrangères, à l'effet de visiter avec soin tous les dépôts d'archives existant en Corse et dans le royaume des Deux-Siciles.

M. Bourgoing d'Orli doit recueillir non seulement tous les documents ignorés qui intéressent l'histoire de la Corse, mais encore ceux qui se rattachent aux anciennes relations commerciales de ses habitants avec l'Italie, l'Espagne, la France et le Levant.

Le troisième Congrès scientifique de l'Italie tiendra, cette année, ses séances à Florence que S. A. I. et R. le Grand Duc de Toscane a bien voulu désigner pour le lieu de ses réunions. Toutes les mesures ont été prises par le Comité du Congrès pour assurer aux savants étrangers et italiens un accueil plein de prévenances. Le Congrès se réunira dans la seconde quinzaine du mois de septembre. Nous publions plus bas (*Voir aux Annonces*) un avis détaillé qui contient tous les renseignements qu'on pourrait désirer connaître sous ce rapport.

M. Huart, recteur de l'Académie de la Corse est arrivé dans notre ville, le 13 de ce mois et il est parti le 21, après avoir inspecté le collège et visité le local destiné au collège-royal dont la ville de Bastia a été dotée.

Une dépêche télégraphique de Londres, en date du 13 juillet, annonce que le protocole de clôture et la convention du détroit ont été signés le matin même par la France, l'Angleterre, la Russie, la Prusse, l'Autriche et la Porte. Par cette convention le passage des Dardanelles et l'entrée du Bosphore sont interdits à tout vaisseau de guerre. La Russie et l'Angleterre ont donc renoncé au protectorat exclusif de l'Empire Ottoman, protection qu'elles s'étaient attribuées jusqu'ici, la Russie surtout par le traité d'Unkiar-Skelessi. Désormais la Porte est placée sous le protectorat de toutes les grandes puissances de l'Europe et à ces conditions la France a pu rentrer dans le concert européen, puisque deux de ces grandes puissances qui s'étaient séparées d'elle, il y a un an, ont été obligées de lui faire une concession importante, et de renoncer à un droit acquis.

La France, pour cela, n'entend pas approuver le traité du 15 juillet 1840, elle n'a consenti à signer le protocole du 13 juillet qu'après que les quatre grandes puissances signataires du traité du 15 juillet, ont déclaré que le traité était éteint et qu'aucun effet nouveau ne pouvait en sortir. L'honneur de la France est donc sauf, puisqu'elle ne revoit en rapport avec l'Europe qu'à des conditions honorables pour elle.

## ACADÉMIE DE LA CORSE.

## AVIS.

Conformément au règlement arrêté par le conseil royal de l'instruction publique, le 14 juillet 1840, la commission des lettres établie à Ajaccio ouvrira sa première session le 9 août prochain.

Les diverses pièces exigées des candidats pour leur admission aux examens devront être adressées au recteur de l'Académie, quinze jours au moins avant l'ouverture des épreuves.

— Une ordonnance royale du 29 juin dernier érige en succursales les églises de Ghisonaccia et d'Erbalunga.

## Nouvelles Diverses.

Par ordonnance royale en date du 12 juillet, MM. Dupotet, Arrous-Dessauls, Leblanc, Laizade ont été nommés vice-amiraux.

Par ordonnance du même jour, M. le vice-amiral Baudin a été nommé préfet du 5<sup>e</sup> arrondissement maritime à Toulon.

— Les cortès espagnoles ont résolu le 10 juillet la question de la tutelle de la reine et de sa sœur. Cette tutelle a été confiée à M. Arguelles, président de la chambre des députés.

## DESORDRES GRAVES A TOULOUSE.

Des désordres de la nature la plus grave ont éclaté à Toulouse dans les journées des 6, 7, 8 et 12 juillet courant. Voici à quelle occasion. Le conseil municipal de cette ville avait cru devoir protester contre le mode de recensement prescrit par le ministre des finances; mode cependant en conformité aux lois. En présence de cette résistance M. Floret, Préfet de la Haute-Garonne, avait cru devoir en référer au ministère. Ce dernier voyant de l'insubordination de la part de l'un de ses agents dans l'exécution des ordres qui lui avaient été transmis le 15 juin de ses fonctions et le remplaça par M. Mahul, directeur-général de la police du royaume, ancien député et ancien préfet. L'arrivée de M. Mahul, qui venait à Toulouse avec mission de faire exécuter la loi, a été le signal de la résistance la plus opiniâtre et des désordres les plus répréhensibles. Cependant l'ordre paraissait rétabli, lorsque dans la soirée du 12, les scènes des jours précédents se renouvelèrent avec une nouvelle énergie. Voici en quels termes en rend compte le journal de Toulouse :

On lit dans la *France Méridionale*, du 13 juillet: Nos conseils de prudence et de sagesse n'ont pas été entendus. La soirée d'hier a été marquée par des scènes que les bons citoyens ne sauraient trop déplorer.

— Vers deux heures, des groupes d'ouvriers se formèrent sur l'allée St-Etienne et sur la promenade du Grand-Rond, et ne tardèrent pas à grossir jusqu'à un nombre d'environ cinq ou six cents. A cinq heures, ils se portèrent sur la place de la Préfecture; la plupart étaient armés de pierres et d'énormes bâtons. La garde de la préfecture eut à peine le temps de fermer les portes; il s'en suivit un conflit dans lequel plusieurs militaires furent blessés; un malheureux jeune homme (le nommé Chavardes, ancien sous-officier de l'armée, maintenant garçon de caisse dans une maison de commerce), est le corps traversé d'un coup de baïonnette; il est mort quelques heures après.

— Pendant ce temps, plusieurs barricades se formaient dans la rue Lignepeles, à l'entrée de la rue d'Asburg, rue du Cheval-Blanc, à la porte St-Etienne, au boulevard St-Anbin et dans plusieurs rues adjacentes. Dans quelques maisons de la rue Lignepeles des ouvriers s'étaient fait ouvrir les portes et étaient montés sur les toits pour assaillir les troupes de projectiles au moment de leur passage. Tout annonçait un conflit sérieux, et pendant deux heures on a dû craindre de voir une déplorable lutte s'engager.

— Vers sept heures, nous ne savons par quel ordre et par quelle combinaison, le rappel de la garde nationale a été battu dans tous nos quartiers, et bientôt elle s'est réunie en assez grand nombre. Des ce moment la troupe de ligne, qui excitait la plus vive irritation parmi la foule immense qui encombrait les rues et les places publiques, a cessé de circuler, et a stationné dans l'enceinte du Capitole et de la préfecture; la garde nationale occupait les dehors.

— A huit heures, la municipalité provisoire, escortée d'un détachement de gardes nationaux, s'est rendue à la préfecture; nous ne savons pas ce qui a été délibéré; quelques bruits sur ce qui s'y est passé sont bien venus jusqu'à nous; mais il nous paraissait avoir trop peu de consistance et de probabilité pour les publier. Nous n'avons pas su que d'autres désordres graves aient eu lieu dans la soirée.

— Au moment où nous écrivons (neuf heures du matin) quelques groupes d'ouvriers et de jeunes gens circulent dans les rues, mais sans apparence hostile. Les barricades existent telles qu'elles ont été construites, les curieux les visitent et les passants les franchissent sans aucun obstacle.

— *Midi*. — On annonce la démission de M. Mahul et son départ de Toulouse.

— On annonce encore que les télégraphes de Toulouse et de Blagnac ont été démolis. M. Mahul a été obligé en effet de quitter Toulouse ainsi que M. le procureur-général de Plougoulm qui s'était associé aux mesures prises par M. Mahul pour faire respecter la loi et qui n'avait point voulu remettre en liberté les personnes qui avaient été arrêtées dans les scènes de désordre des jours précédents.

Depuis le départ de MM. Mahul et Plougoulm de Toulouse, la tranquillité n'a pas été gravement compromise dans cette ville. Il y a régné de l'agitation, de l'inquiétude plutôt que du désordre.

Le gouvernement, qui n'a pu approuver la retraite de M. Mahul, l'a révoqué de ses fonctions. M. Borchet, préfet du Gers, s'est rendu à Toulouse, par ordre du ministre, pour administrer ce département, jusqu'à l'arrivée de M. Maurice Duval, conseiller d'état et pair de France, nommé commissaire extraordinaire dans le département de la Haute-Garonne. Il a quitté Paris le 15, avec MM. Réverchon et de Lavenay, auditeurs au conseil d'état, chargés d'assister M. Maurice Duval dans sa mission. — On annonce également que M. le général Rulhières a été nommé commandant de la division, en remplacement de M. le général de St-Michel.

Un grand nombre de troupes, 20,000 hommes ont été dirigées sur Toulouse. La tranquillité continue à régner dans les villes voisines de Toulouse.

## Dépêches télégraphiques de Toulouse.

Du 16 juillet 1841, à 7 heures du soir.

Le préfet provisoire du département de la Haute-Garonne, à M. le préfet du Gard.

« J'ai pris l'administration provisoire du département de la Haute-Garonne. Toulouse jouit

d'une tranquillité parfaite; l'autorité y concentre des forces. Un commissaire extraordinaire va y être envoyé par le gouvernement. L'esprit des troupes est excellent. L'outrage fait au pouvoir du roi dans la personne de ses représentants ne sera pas impuni; force doit rester à la loi et au gouvernement. L'exemple nécessaire sera donné. »

Du 18 juillet 1841, à sept heures et demie du soir.

Le préfet provisoire, etc.

« Depuis plusieurs jours tout est parfaitement calme à Toulouse et dans les environs. Des forces sont réunies et l'autorité est en mesure. La population comprend ses torts et aspire au rétablissement de l'ordre. »

JOURNAL ÉCRIT A BORD  
de la frégate  
**LA BELLE-POULE.**  
PAR M. EM. B<sup>on</sup> DE LAS CASES;  
Et Souvenirs du Voyage à Sainte-Hélène,  
par M. L'Abbé F. COQUEREAU.  
(Suite.)

James's Town (la ville de Jacques) est la seule agglomération de maisons qui existe dans l'île de Sainte-Hélène. Elle renferme la plus grande partie de la population. Elle touche le bord de la mer et s'enfonce dans une gorge, entre deux montagnes, ou plutôt deux énormes rochers noirs et complètement pelés, élevés l'un et l'autre d'environ cinq-cent cinquante pieds, et couronnés par des forts. Celui de droite, appelé *Ladder Hill* (montagne de l'échelle), descend sur la ville par une pente tellement roide, qu'on a établi, pour communiquer de la ville au fort, un escalier en bois, qui est une véritable échelle. La montagne qui est à gauche, appelée *Munden's Hill* (montagne de Munden), sans être taillée d'une manière aussi abrupte, n'est cependant pas d'un accès moins difficile. De la rade, on aperçoit d'abord un feuillage assez touffu, qu'on dirait sorti du sein de la mer; ce sont les têtes de petits arbres plantés derrière la batterie de côte, qui ferme toute la gorge. Derrière ces arbres, on peut en amphithéâtre, paraître la principale rue de la ville. Beaucoup au dessus et dans le lointain, on distingue la Maison blanche, appelée *Alarm House* qui se dresse au milieu d'une masse de pins verdoyants. Tout cela, encadré dans une étroite vallée, ou plutôt dans l'immense fente qui se prolonge entre les deux montagnes de roc noir dont nous avons parlé, forme un paysage bizarre et sauvage, mais qui plaît. Il faut dire que l'on ne jouit guère de cette vue qu'après avoir passé plusieurs semaines à la mer, et que le séjour prolongé sur mer fait trouver des charmes à la plus triste localité.

Le débarcadère est sur la gauche en regardant la ville, près des batteries de *Munden's Point* (la pointe de Munden). Cette pointe est un énorme roc qui s'avance dans la mer. Il est ainsi nommé parcequ'en 1673, à ce que l'on raconte, l'anglais sir Richard Munden, s'étant approché de

la côte pendant la nuit, fit glisser des matelots du haut de ses vergues sur ce rocher, et reprit ainsi l'île sur les Hollandais. Mais cette anecdote est plus que douteuse. Le débarcadère est rendu assez difficile par un ras de marée continu, qui devient tellement fort à certains moments de l'année, surtout à la fin de décembre, que le débarquement est alors dangereux et quelquefois impraticable.

Descendu à terre, on suit pendant cinq-cents pas, un chemin taillé dans le roc, qui conduit à un corps de garde et à une porte étroite à pont-levis. On la traverse, et, après deux cents pas, on est à la porte de la ville. La ville court du nord au sud. Depuis notre premier séjour, plusieurs améliorations y avaient été faites, particulièrement, nous dit-on, sous le gouvernement du brigadier général Charles Dallas. On entre, et on se trouve sur la place de la parade. Elle a cent soixante-dix pas de long sur cent soixante de large. A gauche est la maison du gouverneur et le jardin de la compagnie; à droite sont les bureaux de l'administration de la guerre et l'église. Après avoir traversé cette place, à gauche et à la suite du jardin de la compagnie, on voit une maison qui fait l'angle de la rue; c'est celle que l'empereur a habitée pendant la seule nuit qu'il a passée à James's Town. Là commence la principale rue de la ville; elle a deux-cent quarante pas de long sur quarante de large. La rue, bordée de trottoirs, est macadamisée ainsi que la place et toutes les rues s'écoulent par des ruisseaux souterrains; les maisons sont peintes et d'une propreté remarquable. Cette partie de la ville, d'une fort jolie apparence, est habitée par les personnes les plus considérables de l'île. A l'extrémité, cette rue se bifurque; à droite, c'est la continuation de la ville qui se prolonge en remontant la vallée, mais sous un aspect beaucoup moins agréable; à gauche commence le chemin, espèce de rampe appelée *Side-Path*, qui monte le long de la montagne et conduit dans l'intérieur de l'île, à Briars, à *Alarm-House*, à Longwood. Si, après avoir gravi ce chemin pendant une demi-heure, on se retourne; on découvre avec surprise et plaisir un paysage tout-à-fait pittoresque. A gauche, dans le fond, à une grande distance au-dessous de soi, on voit se développer, en suivant le contour de la vallée, un assez long ruban de maisons, parmi lesquelles on distingue les casernes d'infanterie, le carré d'exercice pour les soldats, les écuries, le jardin botanique, l'hôpital, le jeu de paume, etc. C'est la ville qui est resserrée entre ses deux montagnes noires et nues. La vallée va en s'évasant et laisse apercevoir la principale rue de la ville, la rade, les bâtiments au mouillage et jusqu'à l'horizon, la mer.

Telles étaient les localités que je ne pouvais me lasser de considérer.

Le matin je rencontrai le lieutenant colonel Hodson et M. Darling. Ils venaient nous voir. Je

les reconnus aussitôt; tous deux autrefois s'étaient montrés très bienveillants pour les Français. L'empereur lorsqu'il habitait Briars, avait eu un soir fantaisie de descendre dans une maison qu'il voyait au fond de la vallée; c'était celle de M. Hodson, alors major du régiment de Sainte-Hélène. Il y fut reçu avec la politesse la plus empreinte.

Mais arrivons au mercredi 14, et partons avec M. de Las Cases, pour assister le lendemain à l'ouverture du tombeau.

Cette nuit, dit-il, était l'époque fixée pour les travaux de l'exhumation des cendres de Napoléon. On supposait qu'ils seraient longs et difficiles. On les commençait la nuit, afin de pouvoir dans la journée du lendemain, remettre le cercueil entre les mains de S. A. R. le Prince de Joinville. Le moment du départ était arrivé; plusieurs de nos compagnons nous avaient déjà devancés. A dix heures et demie du soir, nous quittâmes la ville, MM. l'abbé Coquerneau, le docteur Guillard, Charner, Guyet, Doret, Marchand, Arthur Bertrand, de Chabot et moi nous gravissions lentement les montagnes; arrivés sur les hauteurs de *Rupert's Valley*, le froid devint assez vif. De temps en temps nous avions à souffrir les effets d'une petite pluie très fine ou plutôt d'un brouillard extrêmement intense; la lune se levait voilée; d'épais nuages glissaient avec rapidité devant elle tantôt la cachaient, tantôt la laissaient reparaitre. La nature semblait vouloir répandre autour de nous une teinte de religion et de mystère, bien en harmonie avec le pieux devoir que nous allions accomplir dans cette triste localité. Bientôt, dans le lointain, au fond de la vallée, à travers l'épaisseur de l'atmosphère, nous crûmes distinguer de la lumière; c'étaient les fanaux qui allaient éclairer les travailleurs. Nous quittâmes alors le grand chemin pour prendre la route qui descend le long des flancs de la montagne. Des postes militaires avaient été placés de distance en distance, des le coucher du soleil; nous les traversâmes. A minuit précis, nous arrivâmes au tombeau.

Jeudi 15. — Les commissaires des deux nations introduisirent dans l'enceinte les diverses personnes qui devaient être témoins de ce qui allait se passer.

A minuit un quart, les travaux commencèrent. Les ouvriers étaient des soldats anglais. On enleva soigneusement les plantes bulbeuses et les géraniums qui se trouvaient à la tête et au pied de la tombe; le prince de Joinville les avait demandés. On ébranla et fit tomber successivement la grille de l'ouest et les deux grilles qui se trouvaient aux extrémités. Le plus profond silence régnait. On n'entendait, de temps en temps, que la voix du capitaine Alexander, donnant brièvement ses ordres. Les mouvements de ces hommes travaillant avec activité, à la lueur des fanaux, dans le brouillard, se montraient au milieu





des cyprès et des saules, leur donnaient l'apparence d'ombres qui s'agitaient; le bruit des marteaux retentissant sur les grilles de fer; les cris fréquemment répétés des nombreuses sentinelles placés dans les montagnes environnantes, tout répandait sur cette scène une teinte lugubre.

« Les grilles enlevées, M. le comte de Chabot, commissaire du Roi, prit la mesure extérieure du tombeau. On procéda alors à la dissection des pierres qui le bordaient; elles étaient fortement unies ensemble par des crampons; on les défit avec effort; on enleva ensuite celle des trois dalles noires qui se trouvait aux pieds, puis celle qui se trouvait à la tête, puis celle du milieu; ces pierres ôtées, on vit la terre végétale. Elle était séparée de la surface inférieure des dalles noires par un espace d'environ un pied et demi qui restait vide. On remarquait sur ce sol une grande fissure, et, au milieu, un affaissement assez considérable, ce qui nous fit penser que nous trouverions le cercueil écrasé et détruit. Cette terre était humide; on en retira jusqu'à la profondeur d'environ cinq pieds. Nous remarquâmes que l'humidité n'augmentait pas.

(La suite au prochain n°)

## Banque Paternelle.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AVENIR.  
ASSOCIATIONS MUTUELLES SUR LA VIE.

A Paris, rue de la Chaussée-d'Antin n° 26 bis.

La Banque Paternelle, intermédiaire des familles, a, pour mission, de former entre elles, au profit des enfants et des personnes majeures des deux sexes, des associations dans lesquelles, admis sur le versement d'une somme quelconque les ayant droit prennent part à un dividende évalué cinq, huit ou même quinze fois plus fort que la mise primitive, selon les conditions dans lesquelles sont placés les assurés.

Fondée dans l'intérêt général, la Banque Paternelle a, dès son début, reçu du public l'accueil encourageant qu'elle attendait de ses efforts et de ses intentions. Chaque jour le nombre de ses souscriptions augmente et les noms recommandables qui figurent parmi les souscripteurs et les assurés, sont, pour elle, le témoignage le plus flatteur du passé et un gage certain de nouveaux succès pour l'avenir. Dès que ses avantages ont été compris et appréciés, la Banque Paternelle a reçu, de la part du public, une préférence bien marquée sur les autres Compagnies.

Déjà 15 millions de souscriptions obtenues dans le cours de 1838, 1839 et 1840, attestent que les avantages des associations formées par la Banque Paternelle ont été appréciés de toutes les classes de la société. Par elle, tout chef de famille laborieux et économe, quelle que soit

d'ailleurs sa position sociale, peut toujours se pérenner, conserver près de lui son fils, constituer une dot à sa fille et se créer personnellement des ressources pour un âge plus avancé.

Pour étendre et propager le plus possible ses opérations, la Banque Paternelle, déjà représentée, sur le continent, dans chaque arrondissement et, à l'étranger, dans plusieurs villes a envoyé un directeur pour le département de la Corse. Le siège de l'administration est établi à Bastia, maison Podesta, au Guadello.

En résumé, l'institution de la Banque Paternelle a, pour principe, la prévoyance et l'économie, pour moyens, l'agglomération de petits capitaux réunis dans un esprit d'ordre et d'avenir et fécondés par l'association; et, pour but, le bien-être des familles.

## TERZA RIUNIONE DEGLI SCIENZIATI ITALIANI.

Mentre l'annunzio pubblicato sotto la data dei 28 Dicembre dell'anno decorso assicurava i cultori delle scienze naturali, che la loro terza riunione annua sarà tenuta in Firenze nella seconda metà del prossimo mese di Settembre, prometteva un secondo avviso per far conoscere quelle particolarità che possono essere maggiormente utili a sapersi da quelli i quali si dispongono ad onorarla colla loro presenza e ad illustrarla colla loro dottrina.

Ora in adempimento di tal promessa ci è grato di poter far noti, che S. A. I. e R. il benignissimo nostro sovrano ha concesso per le adunanze giornaliere delle diverse sezioni un sufficiente numero di sale nel Museo di Fisica e storia naturale annesso alla Real Residenza del palazzo Pitti, e che per le adunanze generali dell'intera Riunione ha destinato il salone detto de' Cinquecento nel palazzo del Governo, conosciuto col nome di Palazzo Vecchio.

Ad agevolare poi agli Scienziati l'accesso e la permanenza in Firenze, si è degnata la predetta I. e R. A. Sua di emettere già gli ordini più opportuni perché ad imitazione di quanto è stato praticato altrove nella stessa solenne circostanza, vengano costantemente usati ai Membri della futura Riunione tutti i riguardi dovuti alla loro qualità ed all'oggetto che li richiama in Firenze. In questa Capitale essi troveranno fino dal dì 10 Settembre un Ufficio appositamente stabilito nelle stanze terrene del Palazzo già Riccardi in Via Larga, dove dalle ore sette antimeridiane sino alle ore undici pomeridiane di ciascun giorno riceveranno le carte di permanenza; vi troveranno persone autorizzate a riconoscere i loro titoli d'ammissione alla Riunione; e vi troveranno inoltre persone incaricate di somministrare notizie ed ajuto a scegliere immediatamente l'alloggio, e a conoscere tutto quanto è necessario per porsi in grado di profittar subito dei vantaggi della Riunione.

Durante la quale, affinché le comunicazioni fra gli Scienziati siano continue e maggiormente utili al progresso delle scienze, troveranno essi in ciascun giorno il comodo di una mensa comune, e sarà aperta tutte le sere ai loro trattenimenti la Galleria e Biblioteca del già rammentato Palazzo Riccardi.

Tutti questi provvedimenti, che certamente verranno secondati dalle private cure dei cittadini, lieti di accogliere in Firenze ospiti così onorevoli, verranno sempre più a far manifesto, che nulla sarà omissa per attestare la dovuta stima agli Scienziati italiani ed esteri, come ancora per aggiungere utilità e decoro ad un avvenimento che rimarrà per sempre glorioso nella Storia Fiorentina.

Firenze, li 6 Luglio 1841.

Il Preside generale,  
MARCHESE COSIMO RUDOLFI.  
Il Segretario generale,  
CAV. FERDINANDO TARTINI.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 17 au 23 juillet 1841.

### ARRIVÉES.

Marseille, tartane François-Etienne, c. Guaitella, diverses.  
Marseille, tartane St-Louis, c. Prébois, houille.  
Marseille, tartane Conception, c. Galetti, farine.  
Marseille, tartane Bonne Elise, c. Badesire, houille.  
Livourne, bat. à vap. Sebastiani, cap. Saettoni, diverses.  
Livourne, gondole Conception, esp. Marinetti, sucre.  
Livourne, bœuf Précurseur, c. Cardella, briques.  
Solenzara, mistick Antoinette, c. Laporta, écorce.  
Ile-Rousse, gondole St-Erasme, c. Luciani, lest.  
Luri, mistick St-Erasme, c. Tomasi, écorce.  
Ersa, gondole St-Pierre, cap. Tramone, bois.  
Macinaggio, gondole St-Simon, c. Filippi, vin.  
Porto-Torre, gondole Vierge des Carmes, cap. Siraforelli, fromage.  
Cagnano, gondole St-Joseph, c. Preziosi, vin.  
Toulon, bat. à vap. Ver, c. Valzi, dépêches.

### DÉPARTS.

Cagnano, gondole Maria Letizia, c. Franceschi, lest.  
Toulon, b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.  
Livourne, bœuf St-Antoine, c. Osé, écorce.  
Livourne, tartane Assomption, c. Lota, écorce.  
Livourne, mistick Antoinette, c. Laporta, écorce.  
Livourne, Pozzodiborgo bat. à vap. c. Valzi, lest.  
Livourne, gondole Miséricorde, c. Gentile, écorce.  
Gênes, gondole St-Michel, c. Altiéri, fromage.  
Aleria, gondole St-Pierre, c. Smitter, diverses.  
Catazello, bœuf St-Jean, c. Stretti, lest.  
Centuri, gondole St-Erasme, c. Luciani, meubl.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FANTANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A FANTANI

A l'Office-Correspondance d'AGRESTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

## Bastia.

DE QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES  
POUR LA VILLE DE BASTIA.

Un assez grand nombre de constructions nouvelles ont été commencées cette année à Bastia et témoignent ainsi de la prospérité toujours croissante de notre ville : d'autres constructions sont décidées. Les terrains sont achetés, les matériaux préparés et, au retour de la saison favorable, les travaux reprendront, sans doute, une activité plus grande. C'est surtout sur la traverse que les maisons, dont nous parlons, vont être construites; cinq ou six sont en projet. Il importerait donc qu'on surveillât l'alignement de ces nouvelles constructions, afin que cette rue qui promet de devenir une des plus belles de notre ville, présentât un coup d'œil satisfaisant. Nous ne savons si les maisons qui ont été déjà construites se trouvent en dehors de l'alignement de la traverse ou si la traverse n'a pas encore reçu, dans toutes ses parties, l'alignement convenable; mais toujours est-il que près de la nouvelle maison des bains, les terrains en élévation, qui se trouvent sur cette partie de la route, font, des deux côtés, une saillie de près d'un mètre par rapport aux deux maisons qui se font face. Il serait donc temps, si l'alignement n'a pas été donné, et cela serait possible, de s'occuper de l'arrêter enfin et dans l'intérêt de la ville et dans l'intérêt des personnes qui se proposent de construire. Si c'est le génie civil qui n'est pas dans l'alignement voulu, ce serait à lui à s'exécuter le premier et à donner un exemple qui devrait toujours partir des agents du gouvernement. Mais nous avons bien peur de prêcher dans le désert, car l'administration, à laquelle nous nous adressons, ne paraît pas faire grand cas des observations que le public lui présente et qu'il a bien quelque droit de lui présenter, puisqu'en définitive c'est le public qui paye. Il serait à désirer aussi que les constructions à

élever le fussent d'après un plan uniforme. Nous comprenons très bien, au reste, qu'ici l'administration ne peut rien prescrire: cependant il existe des règlements de voirie qui déterminent quelle doit être l'élévation des maisons, l'épaisseur à donner aux murs etc. etc. Ces règlements ne seraient-ils pas le cas de les appliquer ici? Si la caisse municipale était plus riche, peut-être pourrait-on obtenir à l'aide de primes qui seraient accordées aux propriétaires qui construiraient d'après un plan arrêté, quelque uniformité et quelque élégance dans les constructions à faire. A défaut de cet encouragement, et nous reconnaissons qu'il est impossible de l'accorder aujourd'hui, il ne reste plus à l'autorité municipale que la voie de la persuasion et peut-être serait-elle entendue, si un plan était rédigé de manière à ne pas imposer des dépenses trop fortes aux constructeurs et qui concilierait à la fois et les intérêts de ces derniers et les intérêts de l'embellissement de notre ville. D'ailleurs, il est de l'avantage des propriétaires, qui voudraient faire un placement productif de leurs fonds en faisant élever des maisons nouvelles, de donner à celles-ci toutes les commodités intérieures, tous les agréments extérieurs qui recommandent une habitation et la font choisir de préférence à plusieurs autres. L'architecture civile a été jusqu'ici fort négligée chez nous: il serait temps aujourd'hui de s'en occuper un peu plus et nous devons, au reste, ajouter que dans les constructions de cette année, dans les constructions antérieures de quelques années, on s'est un peu aperçu que ce que les Anglais appellent le *confortable* est, après tout, une portion essentielle de toute spéculation en fait de bâtiments: il est à désirer seulement qu'on entre de plus en plus dans cette voie et nous croyons que l'on s'en trouvera bien.

Nous ferons encore une observation. L'année dernière, si nous avons bonne mémoire, il avait été question de la rédaction d'un plan pour la

construction d'un édifice destiné à la fois à l'Hôtel-de-Ville et aux tribunaux. L'emplacement avait été choisi, d'une manière très convenable selon nous, sur la partie de la traverse qui fait face à peu près à l'église St-Charles. Sans doute que la ville ne peut songer aujourd'hui à la réalisation de ce plan, mais cet ajournement forcé ne saurait être indéfini et si l'on recule, par la force des choses, devant son exécution immédiate, il ne faudrait pas se laisser enlever un emplacement commode, à peu près central, le seul qui convienne le mieux à la construction qui devra se faire tôt ou tard, le plutôt vaudra le mieux. Les emplacements sur la Traversée seront bientôt difficiles à trouver. Pourquoi la ville n'achèterait-elle pas tout d'abord le terrain qui lui serait nécessaire, quitte à attendre le moment favorable pour y bâtir son palais de justice et son Hôtel-de-Ville. La prévision est une qualité essentielle de toute bonne administration et elle ne doit pas se laisser acculer dans une impasse par son imprévoyance.

A propos de la construction inévitable de l'Hôtel-de-Ville et d'un Palais de Justice, nous demandons où en est entre la ville et le génie militaire le projet d'échange relatif aux Missionnaires. Ce projet, il serait d'autant plus important de le remettre sur le tapis, que le génie militaire est d'une lenteur désespérante dans tout ce qu'il fait, et qu'il serait cependant urgent d'avoir une solution prompte et définitive, puisque l'église St-Charles, qui doit devenir la chapelle du collège royal, joue un rôle assez important dans ce projet d'échange. Qu'on n'oublie donc pas qu'avec de l'activité, du zèle on pourrait voir le collège royal s'ouvrir le premier janvier prochain et que, pour faciliter cette ouverture, la question de la chapelle est assez importante pour ne pas la laisser en oubli. Ce n'est pas tout de bâtir, il faut encore que toutes les autres questions, qui doivent marcher de front avec les constructions, soient promptement résolues. Il en est de même





de la maison Giralt, près de St-Charles qui figure dans les plans du collège royal pour une part assez nécessaire; cette maison doit-être achetée par la ville. Se le rappelle-t-on? ne serait-il pas plus que temps de terminer cette affaire? Qu'on ne perde donc pas de vue que l'ouverture du collège royal procurera au budget de la ville une économie annuelle de 12,000 fr. au moins, c'est-à-dire un capital de 240,000 fr. et que cette économie pourrait être employée bien utilement soit à la construction de fontaines plus nombreuses, soit à l'ouverture d'une ou deux salles d'asile, soit encore à l'établissement d'une caisse d'épargne, soit enfin à payer les intérêts de la somme qu'on pourrait emprunter pour la construction de l'Hôtel-de-Ville et du Palais de Justice projetés. Que de motifs pour achever tout ce qui a rapport à l'ouverture du collège royal? Le conseil municipal est à la veille de commencer sa session ordinaire du mois d'août. Nous désirons vivement que toutes ces questions y soient posées et qu'elles y obtiennent enfin une solution.

Le jeudi 29, l'anniversaire de la révolution de juillet a été célébré à Bastia avec la solennité ordinaire. L'illumination de la caserne du gouvernement généralement satisfait, ainsi que l'espèce de feu d'artifice qui a été tiré, le soir, sur la place Louis-Philippe. A Bastia où ces sortes de spectacles ne sont pas fréquents, nous n'avons guère ledroit de nous montrer bien exigeants. Une partie du bataillon du 49<sup>e</sup> a fait dans la soirée, en présence de M. le général Berthier, l'exercice à feu et l'ensemble des manœuvres a été très satisfaisant. Le matin, des distributions de pain et d'argent, faites aux pauvres de la ville, avaient fait participer la classe malheureuse aux réjouissances de la journée. Le soir et jusqu'à une heure assez avancée, la foule des promeneurs, qui prenaient part à la fête, a été considérable.

M. Cunin-Gridaine, ministre de l'agriculture et du commerce, et dont, d'après une lettre de Paris, nous avions annoncé la venue probable en Corse, était attendu à Marseille du 21 au 24 juillet. S'il doit accomplir jusqu'au bout son projet d'excursion, nous serions donc à la veille de le voir arriver dans notre île. M. Cunin-Gridaine, après avoir pris les eaux de Vichy, s'est rendu à Riom et de là à Lyon, Beaune et Nismes, d'où il devait partir pour Marseille.

Un voyageur, qui arrive tout récemment de Rome, nous annonce qu'une sanglante collision a eu lieu à Rome, entre les troupes papales et le peuple. Voici à quelle occasion. A la suite d'une exécution capitale, les têtes des trois suppliciés, connus par leur brigandage et leur férocité, avaient été exposées, le 19 juillet, au bout de piques sur la place du peuple. La foule ne tarda pas à remplir cette place et la colère populaire se fit jour en jetant une grêle de pierres contre les têtes. Les troupes en voulant faire cesser un semblable désordre, firent différentes charges dans lesquelles dix à douze personnes auraient été tuées ou blessées. Cette échauffourée étrangère, comme on le voit, à la politique, n'aurait pas eu d'autre suite.

On se plaint généralement que pendant la nuit les aboiements des chiens, et surtout des chiens

de bouchers, troublent le sommeil des habitants. Il serait cependant facile aux propriétaires de ces animaux de faire cesser ces désordres : à leur défaut, ce serait à la police à intervenir et nous espérons qu'elle n'y manquera pas.

La cour royale de Paris, 1<sup>re</sup> chambre, a enregistré les lettres-patentes du roi, qui transfèrent à M. Ange Sebastiani, frère de M. le maréchal Sebastiani, le titre de comte, pour le cas où celui-ci décéderait sans postérité masculine.

M. le Recteur de l'Académie de la Corse, appelé par M. le ministre de l'instruction publique à remplacer, pendant l'année scolaire, MM. les inspecteurs généraux, vient d'examiner avec la plus scrupuleuse attention les diverses classes de l'école-Pauli. Il a paru en général très satisfait de l'application des élèves et des progrès réels de plusieurs d'entre eux, progrès qui attestent pas moins leur intelligence que le zèle des professeurs. Il a été content surtout des résultats que présentent les cours d'enseignement supérieur et en a témoigné toute sa satisfaction au directeur de l'école. Quel dommage que son organisation en soit encore incomplète et incertaine! Son inspection s'est encore étendue aussi à la bibliothèque de l'établissement, si remarquable, sinon par le nombre, du moins par la nature et le choix des ouvrages. Les registres du bibliothécaire lui ont fourni la preuve que ce n'est pas là un dépôt stérile pour les élèves. Ils y trouvent en effet tous les livres classiques dont ils peuvent avoir besoin pendant le cours de leurs études. La conduite des élèves est au-dessus de tout éloge. Au reste, le chef de l'établissement aurait, au besoin, la fermeté nécessaire pour y maintenir la discipline.

Avant-hier, pendant la journée, on a aperçu au large, trois vaisseaux, qu'à la manière on a reconnu pour être deux bricks et une frégate. C'est sans doute une escadre française qui se rend dans le Levant.

Nous avons annoncé, dans un de nos derniers numéros qu'une escadre russe était attendue prochainement en Hollande. Cette escadre, composée de trois vaisseaux, y est en effet arrivée et le but de son voyage est aujourd'hui connu. D'après une lettre d'Amsterdam, du 15 juillet, cette escadre est venue pour transporter à St-Petersbourg les sommes provenant de la seconde série de l'emprunt russe émis à Amsterdam par la maison Hoppel et C.<sup>ie</sup> On a envoyé trois navires pour diviser cette somme en trois portions, afin de diminuer les chances de la mer.

Un arrêté de M. le maire de la ville de Bastia, en date du 28 juillet, fixe la taxe du pain à partir du 1<sup>er</sup> août, ainsi qu'il suit :

Pain blanc le kilog.	35 c.
Pain gris.....	25
Pain noir.....	15

A Monsieur le Président du tribunal de commerce de Bastia.

Bastia, le 16 juin 1841.

Monsieur le président,

Dans le but de faciliter les relations de la Corse avec le continent italien, l'administration des postes vient d'établir un service régulier de correspondance de Bastia à Livourne.

Ce service impose au commerce, qui l'a sans doute provoqué, diverses obligations; vous ne

trouverez pas mauvais, monsieur le président, que je m'adresse à vous pour les lui faire connaître.

Tout capitaine ou marin de l'équipage d'un navire arrivant dans un des ports de l'île sera tenu, sous peine d'une amende qui, aux termes de l'art. V de l'arrêté du 27 prairial an IX, peut varier de 150 à 300 fr., de porter ou envoyer sur le champ, au bureau des postes du lieu toutes les lettres ou paquets qui lui auront été confiés, autres que ceux de la cargaison des bâtiments.

Les employés des douanes, de leur côté, lorsqu'ils feront la visite d'un navire, s'assureront, conformément aux dispositions de l'art. 8 de l'arrêté du 19 germinal an X, si le capitaine et les gens de l'équipage ne seraient point porteurs de lettres ou paquets qu'ils prendraient soustraire à la poste et, dans le cas de contravention à l'art. 7 du même arrêté, ils en dresseront procès verbal; et après s'être assurés du lieu du départ des lettres, ils s'en saisiront pour les remettre de suite au bureau des postes.

Je serais heureux que cet avertissement fût de nature à prévenir une fraude qu'il est du devoir de l'administration des douanes de poursuivre, et qu'elle ne pourrait s'empêcher de constater.

Veuillez agréer etc.

Le Directeur des Douanes,

BOCCARA DE CREVECOEUR.

M. le marquis de Talaru, ancien ambassadeur de France en Espagne, pair de France, est arrivé à Bastia, par le dernier bateau à vapeur.

Par ordonnance royale, en date du 14 de ce mois, M. Angelini, propriétaire, a été nommé juge de paix du canton de Piefigliore, arrondissement de Corte, en remplacement de M. Giorgi, décédé.

Hier 30 juillet a eu lieu la distribution des prix aux demoiselles du Pensionnat St-Joseph, établi dans notre ville depuis une année.

Ce qui frappait tout d'abord en entrant dans la pension était une riche et nombreuse exposition d'ouvrages d'art et de goût sortis de la main des élèves pendant le cours de l'année. Un théâtre bien orné avait été élevé dans le jardin.

Dès 3 heures du soir, une réunion brillante et nombreuse, composée de MM. les curés, de clergé, d'un grand nombre de dames, de parents et autres personnes notables de la ville s'était formée dans cette charmante enceinte. Bientôt ont commencé les exercices qui devaient précéder la distribution des prix. C'a été tout le temps un mélange agréable de morceaux de musique exécutés avec applaudissements par les élèves les plus fortes, sous la direction de leur habile maîtresse; d'entretiens scientifiques où les élèves ont déployé généralement beaucoup de naturel et ont donné une idée avantageuse des connaissances acquises pendant leur année d'étude; de fables et autres pièces en vers des meilleurs maîtres et débitées avec autant de simplicité que de bon goût. On a remarqué surtout le choix judicieux que les Sœurs ont su faire des élèves qui devaient représenter un petit drame des plus amusants qui a excité les applaudissements unanimes de l'assistance.

Les prix étaient beaux et nombreux. Ce serait une preuve au besoin du désintéressement dont font profession les Sœurs de St-Joseph et de l'intention pure et généreuse avec laquelle elles sont venues s'établir parmi nous. La distribution des prix, quelques compléments en l'honneur des assistantes chantés par les élèves avec accompagnement de Piano ont terminé les exercices. M. le

chanoine Lavinchi, vicaire forain et curé de St-Jean a comme couronné cette belle fête de famille, en adressant aux élèves et aux maîtresses une touchante allocution, empreinte de l'intérêt le plus vif pour l'établissement, d'un zèle tout pastoral pour celles qui ont l'avantage d'y être admises et de reconnaissance pour le premier Pasteur du Diocèse qui nous a donné les Sœurs et les protège si puissamment. Il serait inutile d'ajouter que tout s'est passé avec un ordre parfait et à la grande satisfaction de tous les spectateurs. Nous faisons des vœux pour que cette œuvre naissante prenne bientôt plus de développement et s'étende jusqu'à la classe moins aisée de notre population, en un mot, pour que bientôt nous ayons nos écoles gratuites de filles, comme nous avons nos écoles gratuites de jeunes gens.

## Nouvelles Diverses.

NOUVELLES DE TOULOUSE  
ET DU MIDI.

Du 21 juillet. — Les journaux de Toulouse, que nous recevons au moment de mettre sous presse, nous apportent des nouvelles rassurantes. La tranquillité continue à régner dans cette ville. — M. Maurice-Daval est arrivé et a adressé une proclamation aux habitants. — Le conseil municipal a décidé qu'il se transporterait prochainement chez M. le commissaire du roi, pour lui offrir son loyal concours. — La cour royale a évoqué la connaissance des affaires qui se rattachent aux derniers troubles. — M. le procureur général Plongoulm, qui était revenu à son poste, a reçu l'ordre de se rendre immédiatement à Paris.

Toulouse, le 23. — Quelques personnes, inculpées d'avoir pris une part plus ou moins active dans les événements de Toulouse, ont été arrêtées le 22.

M. le général Rulhières, arrivé hier matin à Toulouse, est descendu à l'hôtel de France, et a pris immédiatement le commandement de la division.

M. Delaralde a prêté serment mardi, devant la première chambre du tribunal, en qualité de commissaire central pour le département de la Haute-Garonne.

MONTPELLIER. On lit dans le *Courrier du Midi* du 20 :

Hier, afin d'empêcher que les désordres des jours précédents se renouvelassent de la part d'une poignée de perturbateurs qui semblaient vouloir s'amuser, sans sujet comme sans prétexte, à troubler chaque nuit la paix publique, l'autorité municipale s'était enfin décidée à déployer un certain appareil de répression. Dès 7 heures 1/2 du soir, une compagnie du génie stationnait sur la place de la Comédie; une autre sur celle de la Mairie; un piquet de la même arme avait pris position sur la place de la Préfecture; des patrouilles, commandées chacune par un commissaire de police, parcouraient la ville afin de dissiper les attroupements.

Un rassemblement, composé pour les trois-quarts de curieux, s'est bientôt formé sur la place de la Comédie, où les perturbateurs cherchaient encore, par des vociférations et des cris séditieux, à renouveler les troubles des soirées précédentes. La mansuétude de la police devait ici trouver son terme, et tout le monde se disait déjà que l'indulgence qu'elle avait montrée jusqu'à ce moment n'était point de saison, lorsque le roulement du tambour, précédant les sommations légales, s'est fait entendre vers 10 heures

du soir. A l'instant, vous eussiez vu toute cette foule prendre la fuite en diverses directions; quelques récalcitrants, qui n'obtempérèrent point aux injonctions de l'autorité, ont été immédiatement arrêtés, et le combat a aussitôt fini faute de combattants. La plupart de ces individus sont de jeunes gens de 17 à 18 ans.

L'ordre a été un moment troublé à Auch. Une troupe de perturbateurs excitée par un émissaire venu de Paris et qui a été arrêté, voulait empêcher le départ du 5<sup>e</sup> chasseurs qui faisait partie de la garnison de cette ville, et qui était dirigé sur Toulouse. Deux barricades qui avaient été formées ont été enlevées par les troupes, sans qu'il ait été nécessaire de faire usage des armes.

A Cahors, deux placards séditieux ont été affichés pendant la nuit. On n'a pu encore découvrir les auteurs de cette provocation, restée, au reste, sans aucun effet.

On lit dans le *Journal des Débats* :

Le gouvernement n'a ratifié en aucune manière ni directement ni indirectement le traité du 15 juillet. Le gouvernement est resté étranger à ce traité et à ses conséquences, à la fin comme au commencement. Ce n'est qu'après la solennelle déclaration des puissances que ce traité était éteint et qu'aucun effet nouveau ne pouvait plus en sortir, que le gouvernement a consenti à signer une convention qui n'a avec le traité du 15 juillet aucun rapport. Sans doute il y a des faits accomplis. Il n'est au pouvoir de personne aujourd'hui de faire que la Syrie n'ait pas été violemment arrachée au Pacha; le traité du 15 juillet a existé; il a eu des résultats; le Pacha s'est soumis; il a accepté les conditions que la Porte lui faisait; les affaires d'Orient, en un mot, en ce qui concerne les relations de l'Egypte avec l'empire Ottoman, ont été réglées sur un nouveau pied. Oh! certainement si l'on veut dire que, pour rentrer dans le concert européen, la France devait attendre que les puissances déclarassent elles-mêmes le traité du 15 juillet et revinssent contre ses effets; si l'on veut dire que la France aurait dû exiger, par exemple, la restitution de la Syrie au Pacha et demander plus que M. Thiers lui-même ne comptait demander à la tête de son armée d'un million d'hommes, nous l'avouons, le gouvernement n'a pas poussé la rigueur jusque là. Avec de pareilles prétentions, nous serions encore dans l'isolement, et nous aurions bien pu y rester toujours; ou plutôt, ayant un pareil but, c'est la guerre et non l'isolement qui eût convenu à la France! C'est à coups de canon qu'il eût fallu lacerer le traité du 15 juillet et prévenir ses effets! Il eût été absurde d'espérer en de vouloir obtenir avec le simple isolement plus que nous n'aurions peut-être obtenu avec une guerre heureuse contre toute l'Europe.

Ce journal ajoute plus bas : Nous aurions trop à dire de la nouvelle convention en elle-même; nous nous contenterons aujourd'hui d'un mot. Par cette convention, l'empire Ottoman entre dans le droit public de l'Europe. Soumis jusqu'ici au protectorat exclusif et dangereux d'une seule puissance, il est placé désormais sous la protection de toutes. Le traité d'Unkiar-Skelessi n'existe plus. La Russie conserve vis-à-vis de la Porte les avantages de sa position; la nouvelle convention n'empêchera pas que Sebastopol ne soit un menaçant voisinage pour Constantinople, cela est certain. Nous ne savons pas, pour nous, de moyen de mettre cent lieues de plus entre l'empire Ottoman et la Russie. Mais n'est-ce donc rien que le droit? Si la situation matérielle est tout, pourquoi donc la Russie avait-elle attaché tant d'importance à se faire attribuer par le traité

d'Unkiar-Skelessi un droit de protectorat sur la Porte? Pourquoi à son voisinage, à ses soldats, à ses vaisseaux, à la force, en un mot, avait-elle voulu joindre un prétexte d'intervention? Tant qu'il y aura un peu de justice et de civilisation parmi les hommes, les traités, quoi qu'on en dise, seront quelque chose. La preuve qu'il n'est pas aisé de les rompre, c'est qu'on ne les signe pas légèrement. Pour que l'opposition reconnaisse et exalte les avantages évidents de la convention du 13 juillet, il n'y manque qu'une chose, c'est que cette convention ait été signée par l'ordre de M. Thiers. L'honneur en revient à M. Guizot, et voilà pourquoi on veut qu'elle ne signifie rien de tout! Comment, en effet, reconnaître que M. Guizot, par sa politique non moins habile que loyale, après avoir sauvé la France des imminents dangers que lui préparait la politique du 1<sup>er</sup> mars, vient d'effacer les dernières traces de cette politique déplorable? Comment avouer qu'après avoir soutenu avec dignité la position d'isolement dans lequel le traité du 15 juillet nous avait mis, il en est sorti avec honneur? Mais ce que l'opposition ne reconnaît pas, la France le reconnaît! Une juste part d'éloges est aussi due dans cette longue et difficile affaire, à celui qui, pendant ces dix derniers mois, a représenté la France à Londres, M. le baron de Bourqueney. La noblesse de son caractère et la franchise de ses procédés lui ont depuis longtemps acquis la confiance et l'estime du corps diplomatique. Il était juste que M. de Bourqueney attachât son nom à une convention qui, quoi qu'en disent les partis, concilie si heureusement l'honneur et les intérêts de la France!

JOURNAL ÉCRIT A BORD

de la frégate

LA BELLE-POULE.

PAR M. EM. B<sup>de</sup> DE LAS CASES.

Et Souvenirs du Voyage à Sainte-Hélène.

par M. L'ABBÉ F. COQUEREAU.

(Suite.)

Le travail continuait toujours dans le même silence. Les hommes se relevaient à de courts intervalles, en sorte que l'activité était extrême. La terre détrempée, on arriva sur un lit de matière très-dure; on pensa d'abord que c'était la dalle que l'on savait reconstruire le tombeau. Les Français, qui autrefois assistèrent à l'inhumation de Napoléon, avaient bien vu sceller cette dalle, mais ils n'avaient rien vu de plus; ils ignoraient ce qui s'était passé après. Il existait dans l'île plusieurs personnes témoins de ces derniers travaux, qui même y avaient participé; elles étaient présentes, appelées par M. le capitaine Alexander. Mais dix-neuf ans et demi s'étaient écoulés, et leurs souvenirs se trouvaient évidemment altérés, car elles étaient toutes d'opinions différentes.

M. de Chabrit avait entre les mains un extrait d'un rapport du lieutenant-général sir Hudson Lowe sur l'inhumation de l'empereur. Cette pièce disait que par-dessus la dalle qui couvrait le cercueil, on avait établi deux couches de maçonnerie fortement cimentées et même fortifiées par des crampons. MM. les commissaires descendirent pour s'assurer si la maçonnerie rencontrée par les ouvriers était bien celle qu'indiquait le rapport. C'était elle; ils la découvrirent parfaitement intacte, sans la plus légère altération.

En ce moment, M. l'abbé Coquereau alla



puiser de l'eau à la source et se rendit dans une des deux tentes voisines, pour préparer l'eau bénite et ce qui était relatif aux cérémonies du culte.

Cependant les ouvriers continuèrent toujours en silence; ils reconnaissaient d'assez grands fragments de dalles joints entre eux par des barres de fer, et de forts morceaux de basalte liés par du ciment romain. Le ciment était devenu très-dur il fallut enlever cette maçonnerie avec la pioche et le ciseau, ce fut un travail considérable qui demanda des heures. Plusieurs fois, le ciseau ayant attaqué des fragments de pierre blanche, on crut être arrivé sur la dalle; on mesura; on était à deux mètres cinq centimètres de profondeur.

On n'avancait plus que très-lentement, on était contrarié. D'après le texte du rapport de sir H. Lowe, le capitaine Alexander pensait qu'on pouvait supposer aux couches de maçonnerie une épaisseur considérable; peut-être quatre pieds. Il aurait fallu employer au moins toute la journée pour la détruire. A cinq heures cinq minutes du matin, M. Alexander fit commencer un fossé latéral à la tombe avec l'intention de creuser jusqu'au niveau du cercueil, qu'il retirerait ensuite par le côté, en percant la muraille du caveau.

On travaillait toujours dans un profond silence; le temps était mauvais; nous étions au milieu des nuages et souvent mouillés par une pluie fine et pénétrante que chassait un vent assez vif. Les ouvriers attaquaient toujours avec vigueur la maçonnerie en ciment romain. A huit heures, on découvrit une fente. A travers, on aperçut le cercueil..... Bientôt une autre fente le laissa mieux distinguer encore. Le capitaine Alexander, nu probablement par un sentiment religieux, que nous avons toujours vu paraître en lui, les fit couvrir avec des pierres. On s'occupa alors de dresser une chaire; et chacun de nous, Anglais et Français, alla revêtir son grand uniforme. A neuf heures, on établit autour du tombeau une haie de soldats de milice et de soldats du 91<sup>e</sup> régiment. La pluie était devenue très-forte. On acheva de dégager au ciseau le ciment qui scellait la grande dalle, et on fit les travaux nécessaires pour y ajuster des crampons. Les personnes qui ne devaient pas assister à l'exhumation, même les ouvriers qui n'étaient pas absolument nécessaires, furent éloignés et durent se tenir en dehors de la haie de soldats. M. l'abbé Coquerneau s'approcha, se plaça sur le bord de la tombe, du côté où reposait la tête; deux enfants de cœur portaient devant lui la croix et l'eau bénite. A neuf heures vingt-six minutes, la dalle fut enlevée; d'un mouvement spontané et unanime, tous les assistants se découvrirent..... on voyait un cercueil en acajou, isolé de toute part, excepté inférieurement. Il reposait sur une autre dalle que portaient huit montants en pierre. Le bois était humide, mais dans un état de conservation parfaite. La planche inférieure, qui autrefois avait été extérieurement recouverte de velours, était la seule qui commençât à être un peu altérée. On apercevait encore la blancheur des têtes de vis qui avaient été argentées; l'argent n'avait pas disparu. On voyait à côté du cercueil les sangles et cordages qui avaient servi à le descendre. La dalle inférieure sur laquelle il reposait était assez humide.

Après que M. l'abbé Coquerneau eut fait la levée du corps, M. le docteur Guillard, chirurgien-major de la *Belle Poulx*, versa du chloroforme, et MM. de Chabot et Alexander descendirent dans le caveau. Ils prirent les mesures du cercueil qui se trouvèrent être les suivantes: 1<sup>er</sup> mètre 91 cent. de long sur 65 cent. dans sa plus grande lar-

geur; puis on procéda à l'extraction du cercueil. A dix heures vingt-cinq minutes, le corps de Napoléon, rendu à la lumière, se trouva au milieu des vivants. Depuis dix-neuf ans et demi il dormait du sommeil de la mort, dans la nuit du tombeau.....

Le cercueil avait imprimé sa forme au fond du caveau, on la voyait très-nettement marquée. Il fut déposé à terre, et le capitaine Alexander commanda douze hommes du 91<sup>e</sup> régiment, sans capote et tête découverte. Ils le transportèrent dans la tente la plus voisine, où M. l'abbé Coquerneau, qui l'avait précédé en habit de chœur, termina les prières.

En cet instant, arriva M. Touchard, officier d'ordonnance du prince de Joinville. Dans sa sollicitude, le prince l'envoyait pour savoir à quel point en étaient les travaux. Cet officier s'était croisé avec une lettre de M. de Chabot, écrite au moment où le cercueil avait été découvert.

Cependant le sarcophage d'ébène fait à Paris était là; il devait recevoir ce qu'on trouverait dans le tombeau de Sainte-Hélène; mais on ne pouvait ouvrir l'espèce de serrure à secret qui le fermait. M. le commandant Charner, trois autres personnes et M. le capitaine Alexander, essayèrent successivement et pendant long-temps, mais sans succès. La contrariété était extrême, car cet incident arrêtait toute la cérémonie. Je l'avais vu ouvrir une fois; j'essayai et je réussis.

On commença alors l'ouverture des anciens cercueils. Le premier, celui qui enveloppait tous les autres, était en acajou, épais de deux centimètres. On scia les deux côtés pour pouvoir faire glisser par la tête le cercueil en plomb qui était dedans. Retiré de son enveloppe, ce cercueil en plomb fut placé, à midi un quart, dans le sarcophage apporté de France. Puis on attendit S. Ex. le major-général Middlemore, gouverneur de l'île; il était fort souffrant depuis plusieurs jours, le mauvais état de sa santé lui avait rendu impossible d'assister aux travaux de la nuit. Il arriva à une heure moins un quart, accompagné de son état-major, le lieutenant Barnes, major de place, et le lieutenant Midlemore, son aide de camp et secrétaire militaire.

(La fin au prochain numéro.)

LIPRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

A meilleur marché que les contrefaçons belges.

BIBLIOTHEQUE-CHARPENTIER

ou  
COLLECTION DES MEILLEURS OUVRAGES

FRANÇAIS ET ÉTRANGERS, ANCIENS ET MODERNES.

A 3 fr. 50 cent. le Volume.

De l'Allemagne, par M<sup>me</sup> de Staël, 1 vol.  
Œuvres de la comtesse de Souza, 1 vol.  
Œuvres de Jean Racine, 1 vol.  
Obermann, par de Séanencour, 1 vol.  
Manon Lescaut, par l'abbé Prévost, 1 vol.  
Poésies complètes d'André Chénier, 1 vol.  
Valérie, par M<sup>me</sup> de Krudner, 1 vol.  
Les Fiancés, par Mauzoni, trad. en franç., 1 vol.  
La Messie de Klopstock; tr. en franç., 1 vol.  
Mémoires d'Alfieri, tr. par M. de Latour, 1 vol.  
Romans de Charles Nodier, 1 vol.  
Poésies de Millenove, 1 vol.  
Werther, suivi de Hermann, par Goethe, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> v.  
Messénienne de Casimir Delavigne, 1 vol.  
Œuvres de Silvio Pellico, tr. par de Latour, 1 v.

Théâtre de Casimir Delavigne, 3 séries.  
Le Faust de Goethe, trad. par H. Blaze, 1 vol.  
Œuvres complètes de lord Byron, 4 vol.  
Histoire générale des Voyages, 3 séries.  
Histoire de Thucydide, tr. par Lévassier, 1 vol.  
Diogène Laërce (Vies des Philosophes), 1 vol.  
La Jérusalem délivrée, tr. A. Desplaces, 1 vol.  
Le Paradis Perdu, par Milton, tr. nouv., 1 vol.  
Caractères de la Bruyère, 1 vol.  
Voyage sentimental de Sterne, tr. en fr., 1 vol.  
Fables de La Fontaine, 1 vol.  
Discours sur l'Histoire univ. de Bossuet, 1 vol.

APERÇU

SUR

LA CORSE,

PAR LÉON GRIFFON,

Ancien Professeur de langues anglaise et allemande  
et régent au Collège de Calvi.

Prix : 2 francs.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 24 au 30 juillet 1841.

ARRIVÉES.

Livourne. Pozzodiborgo bat. à v. c. Valzi, tabac.  
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, cap. Saettoni.  
Cagnano. gondole Assomption, c. Gregori, vin.  
Pronete. gondole Lavasina, c. Gasco, vin.  
Pronete. gondole Lavasina, c. Bazicalupo, vin.  
Pronete. bouf Jésus-Marie, cap. Bausa, bois de construction.

Marseille. brick goëlette Conception, c. Mariani, plâtre et matériaux.

Marseille. bombarde St-Joseph, c. Luciani, blé et farine.

Marseille. brick goëlette Printemps, c. Valzi, div. Macinaggio, gondole St-Pierre, c. Tomasi, vin.

Macinaggio. gond. St-Antoine, c. Antonorsi, v. Ersu. gondole St-Joseph, c. Bonifacio, écorces.

Île Madeleine. gondole Assomption, c. Zicavo, fromage.

Île Madeleine. gondole Ste-Madeleine, c. Semidei, fromage.

Toulon. bateau Industriel, cap. Villacs, lest.

Toulon. b. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Aleria. gondole St-Antoine, cap. Ficaja, blé.

Aleria. gondole St-Joseph, cap. Lota, écorces.

Cervione. gondole Assomption, c. Guaitella, blé.

DÉPARTS.

Cagnano. gondole Trinité, c. Cervoni, fut. vid.

Cagnano. mistick St-Erasme, c. Tomasi, lest.

Cagnano. gondole St-Clément, c. Damiani fut. v.

Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

Padulella. bouf Jésus-Marie, c. Bausa, lest.

Pronete. gondole St-Joseph, c. Lota, lest.

Pronete. gondole Annonciation, cap. Dominici, farines vides.

Macinaggio. bombarde St-Joseph, c. Luciani, bl.

Macinaggio. br. goëlette Conception, c. Mariani, diverses.

Macinaggio. tartane Conception, c. Sisco, lest.

Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Saettoni, lest.

Aleria. bombarde St-Charles, c. Alessandri, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

SAMEDI 7 AOUT 1841.

Ce Journal paraît tous les Samedis.

HUITIÈME ANNÉE. N° 52.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AGUSTE DE VIGNY et Comp.<sup>te</sup> Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.

POUR SIX MOIS . . . . . 8

POUR TROIS MOIS . . . . . 4

POUR LE CONTINENT . . . . . 20

POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## Bastia.

D'UNE CHAMBRE DE COMMERCE A BASTIA.

Il est un vieux proverbe, plein de sens et de portée: *Aide toi et le Ciel t'aidera*, que nous ne connaissons pas assez ici et que nous pratiquons encore moins. Sous ce rapport nous aurions beaucoup à apprendre d'Ajaccio. L'esprit public est plus animé, plus entreprenant; on profite des moindres circonstances qui peuvent conduire à la prospérité, au bien-être de la ville: tout le monde contribue pour sa part d'efforts et de sacrifices et grâce à ce concert de bonnes volontés, l'on finit par obtenir ce que l'on désire. Que Bastia prenne donc un peu l'exemple sur Ajaccio, que l'esprit public, ce sentiment qui fait qu'on s'intéresse autant aux travaux de la cité qu'à ses affaires particulières, nous anime un peu plus souvent et nous ne tarderons pas à recueillir les fruits de cette heureuse transformation.

L'un des moyens qui pourraient le mieux contribuer à faire naître, à entretenir cet esprit public et à lui faire porter de bons résultats, ce serait l'établissement d'une *Chambre de Commerce* à Bastia. Bastia a tous les éléments d'une institution semblable et plus que toute autre ville elle a besoin d'en être dotée et cela le plus promptement possible.

Une chambre de commerce est, ainsi qu'on le sait, une réunion composée d'un certain nombre de négociants, d'industriels qui s'assemblent pour examiner toutes les questions qui intéressent le commerce, l'industrie de la ville, où elle est établie. Ses attributions sont assez larges et assez nombreuses pour exiger des connaissances pratiques et quelque peu de zèle pour la satisfaction des intérêts publics, en même temps qu'elles offrent un noble exercice à l'activité de l'esprit des personnes qui sont appelées à en faire partie. Quel avantage pour la ville de Bastia de possé-

der, dans son sein, un corps qui s'occuperait spécialement de toutes les questions qui se rattachent à sa prospérité matérielle, espèce de sénat commercial qui réclamerait tout ce qui pourrait activer cette prospérité, l'assurer sur des bases solides et lui procurer tous les moyens d'actions dont elle pourrait avoir besoin, alors que les prérogatives des chambres de commerce sont assez étendues pour ne laisser en souffrance aucun intérêt réel, sérieux.

En effet les chambres de commerce, qui correspondent directement avec le ministre de l'intérieur — et nous reviendrons tout à l'heure sur cette prérogative — peuvent: 1° présenter des vœux sur l'amélioration du commerce; 2° signaler tous les obstacles qui en arrêtent les progrès; 3° indiquer les ressources à l'aide desquelles on pourrait entreprendre les travaux nécessaires; 4° surveiller les travaux publics relatifs au commerce, tels que curage des ports, canalisation des rivières et tout ce qui intéresse la navigation.

Il est facile de comprendre, sans que nous insistions beaucoup, quels immenses avantages le commerce de Bastia retirerait de l'établissement d'une chambre de commerce. Les intérêts si respectables de son commerce, qui prend chaque jour des développements si considérables, auraient enfin un défenseur officiel, zélé et grâce à la faculté qu'a la chambre de commerce de correspondre directement avec le ministre, ses doléances n'iraient pas, après avoir traversé l'innombrable filière des bureaux de la sous-préfecture, de la préfecture, du ministère de l'intérieur, s'enterrer toutes vivantes dans les cartons administratifs, plus ou moins fleuries par des notes plus ou moins défavorables, plus ou moins hostiles d'employés de bureaux qui n'ont qu'un médiocre souci des intérêts d'une ville qu'ils n'habitent pas et avec laquelle ils n'ont aucun rapport d'affection et d'intérêt. Nous l'avons déjà dit, ce qui nous nuit beaucoup en France, ce qui arrête beaucoup de progrès, c'est l'excès que nous avons

donné à un excellent, à un admirable système, celui de la centralisation: tout ce qui peut abréger les épreuves si longues par lesquelles ce système nous fait forcément passer, est donc un bien immense dont il faut savoir profiter. Aussi, cette correspondance directe avec le ministre est-elle un avantage si considérable que le commerce de Bastia ne devrait rien négliger pour s'en procurer la jouissance. Et ici nous exprimons un vœu, c'est que la loi, qui régit les chambres de commerce, soit modifiée en ce sens que ces assemblées, au lieu de correspondre exclusivement avec le ministre de l'intérieur, soient appelées à correspondre avec les différents ministères, que leurs réclamations concernent plus spécialement. On comprend, en effet, que si les réclamations, qui doivent en définitive, être adressées soit au ministre des travaux publics, soit au ministre du commerce, doivent passer par l'intermédiaire de leur collègue de l'intérieur, on comprend, disons-nous, que nous retomberons dans un des inconvénients que cette correspondance directe faisait, en partie, disparaître.

Nous avons ici une question capitale qui touche de très près à notre commerce. Cette question est pour lui celle d'être ou de ne l'être pas; nous voulons parler de la nécessité d'agrandir le port actuel ou plutôt d'en créer un nouveau, car l'agrandissement du port ne serait qu'une mesure transitoire et ridicule, qui exigerait une dépense considérable, sans donner une satisfaction réelle et durable au commerce: ce serait un misérable replâtrage qui ne vaudrait jamais ce qu'il coûterait. Eh bien! cette question du port, tout le monde sait où elle en est aujourd'hui: tout le monde sait qu'on s'en inquiète très médiocrement, si tant est qu'on s'en inquiète. De ceci nous en avons déjà indiqué les causes. Il en serait tout autrement si Bastia avait une chambre de commerce. Cette chambre adresserait directement ses réclamations au ministre et à force de se plaindre, à force de mettre l'évidence et la